

Etude de cas

Organisation des budgets et approches programmatique

Sont présentés ci-dessous :

- Un extrait du projet de performance du ministère des travaux publics marocain. Le Maroc va basculer en mode budget projet le 1^{er} janvier 2018, mais des ministères pilotes ont d'ores et déjà préparé des projets annuels de performance.
- Un extrait du budget d'Afrique du Sud qui est structuré en programme et comprend des prévisions pluriannuelles de dépense depuis la fin des années 1990.
- Un extrait de la liste des missions, programmes et action du Gabon
- Un extrait de la liste des programmes et action du Cameroun
- Un extrait du projet de performance du ministère des travaux publics camerounais. Le Cameroun a introduit le budget de programme en 2014.
- A titre de comparaison un extrait d'un budget « traditionnel » des moyens. Le budget présenté est celui de la Cote d'Ivoire qui doit en principe basculer en mode budget de programme le 1^{er} janvier 2017.

Examiner et commenter ces extraits

Quelques questions : Que pensez vous de la structure des programmes ? Quel type d'indicateurs est choisi en priorité ?

ROYAUME DU MAROC

المملكة المغربية



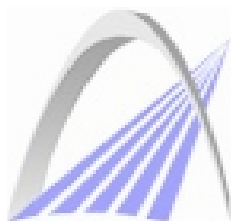
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT,
DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

وزارة التجهيز
والنقل واللوجستيك

Projet de Performance

Du Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique

Loi de Finances 2015



1ère PARTIE

Présentation du Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique

1. Missions du METL

Le Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique (METL) prend en charge des secteurs vitaux qui jouent un rôle essentiel dans le développement économique et social de notre pays, du fait qu'ils sont en étroite relation avec les facteurs de croissance.

En effet, le Ministère participe directement ou indirectement à l'aménagement du territoire, à la réduction des disparités régionales, à la création d'un environnement propice pour l'investissement et à l'accroissement de la compétitivité du tissu productif. Il contribue également à la réduction des disparités sociales, à l'intensification de la solidarité sociale et à la répartition de la richesse issue de la croissance sur tout le territoire national.

Les missions du Ministère consistent à élaborer, mettre en œuvre et coordonner la politique du Gouvernement relative à tous les modes de transport (routier, ferroviaire, maritime et aérien) et au secteur des infrastructures (routes, autoroutes, ports, aéroports, chemin de fer).

Par ailleurs, il intervient dans l'établissement de la politique gouvernementale en matière de sécurité routière et dans la coordination de sa mise en œuvre.

S'agissant de l'encadrement des activités des transports, le ministère, investi d'une mission à caractère public et social (transport de voyageurs et biens, sécurité routière, délivrance de documents officiels, etc.), entretient des relations permanentes avec les usagers des transports.

Agent régulateur de l'activité des transports, le Ministère est appelé à proposer et mettre en application les mesures législatives réglementaires visant le développement, la coordination et le contrôle des différents modes de transport.

Outre les aspects réglementaires relatifs à la gestion courante, il intervient dans des domaines très diversifiés tels que la tarification la taxation des transports, le contrôle de la sécurité de la sécurité des moyens de transport, l'organisation des professions de transport.

2. Axes et orientations stratégiques du Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique

Dans le cadre de l'élaboration d'une politique intégrée pour le développement des différents modes de transport, le Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique a réalisé d'importants progrès dans le développement des infrastructures de transport : routes, autoroutes, voies ferrées, aéroports et ports, il a également fait une avancée dans les réformes, de libéralisation et d'introduction de la concurrence dans les différents modes de transport ainsi que l'amélioration de la qualité de service en plus de la lutte contre l'économie de rente.

Et afin d'assurer une continuité suivant une approche novatrice, le Ministère a adopté une nouvelle stratégie pour la période 2012-2016, tenant compte des orientations du programme gouvernemental tel que la compétitivité de l'économie nationale et régionale, le développement harmonieux intégré et équilibré des infrastructures de transport, la poursuite d'une politique volontariste d'investissement avec la complémentarité des modes de transport et l'encouragement du transport multimodal, ainsi que l'ajustement de la planification, la programmation et le financement, en plus de l'augmentation du niveau de l'offre et de la qualité des services.

3. Présentation des crédits du METL au titre de l'année 2015

	PLF 2015 (DH)				
Dépenses	BG		CST	SEGMA	Total
	Personnel	818.230.000	-	-	818.230.000
	MDD	233.028.000	-	179.500.000	412.528.000
	Investissement	6.193.000.000	2.216.000.000	579.000.000	8.988.000.000

4. Récapitulatif des crédits du METL au titre de 2015 par programme

Programmes du METL	BG			TOTAL BG	CAS*	SEGMA*	Total
	Chap. Personnel	Chap. MDD	Chap. Inv.				
Conduite et pilotage	818,23	116,003	98,112	1.032,345	-	4,80	1.037,145
Programme d'appui aux stratégies sectorielles de l'ETL	-	38,00	3.159,00	3.197,00	-	-	3.197,00
Routes	-	43,889	2.026,069	2.069,958	2.200,00	89,70	4.359,658
Ports et domaine public maritime	-	9,847	893,462	903,309	16,00	-	919,309
Transports routiers et sécurité routière	-	10,079	3,132	13,211	-	605,00	618,211
Marine marchande	-	14,04	13,225	27,265	-	24,00	51,225
Transport aérien	-	1,17	-	1,17	-	35	36,17
TOTAL	818,23	233,028	6.193,00	7.244,258	2.216,00	758,5	10.218,758

5. Récapitulatif des crédits du METL au titre de 2015 par projet et actions (MDH)

Programmes et projets ou actions du Ministère		BG				CAS	SEGMA	TOTAL
		Persl	MDD	Inv.	Total			
Conduite et pilotage	Soutien aux missions	818,23	74,272	20,518	94,79	-	-	94,79
	Formation		7,885	0,1	7,985	-	1,3	9,285
	Systèmes d'informations		10,566	8,68	19,246	-	-	19,246
	Bâtiments administratifs		1,904	21,161	23,065	-	3,5	26,565
	Etudes		-	40,853	40,853	-	-	40,853
	Aides		21,376	6,8	28,176	-	-	28,176
Routes	Soutien aux missions	818,23	43,889	39,75	83,639	4	-	87,639
	Maintenance		-	554	554	945	-	1.499

Programme d'appui aux stratégies sectorielles de l'ETL	ADM		-	1.140	1.140	-	-	1.140
	ONCF		-	1 659	1.659	-	-	1.659
	AMDL		38	40	78	-	-	78
	Port Nador Ouest Med		-	320	320	-	-	320
Total		818,23	233,028	6.193	6.426,028	2.216	758,5	9.400,528

	Sécurité routière	-	140	140	-	-	140
	Extension	-	1.267	1.267	200	-	1.467
	Exploitation	-	-	-	261	89,70	350,7
	Etudes routière	-	25,319	25,319	70	-	95,319
	Financement	-	-	-	720	-	720
Ports et domaine public maritime	Soutien aux missions	9,847	0,99	10,837	-	-	10,837
	Exploitation des ports	-	13,8	13,8	-	-	13,8
	Maintenance des ports	-	-	-	-	-	-
	Extension	-	859,17 2	859,172	-	-	859,172
	Préservation du domaine public maritime	-	-	-	16	-	16
	Etudes	-	19,5	19,5	-	-	19,5
Transports routiers et sécurité routière	Soutien aux missions	10,079	3,132	13,211	-	85	98,211
	Permis de conduire et cartes grises biométriques	-	-	-	-	1212	
	Sécurité routière	-	-	-	-	433	433
	Centres d'immatriculation	-	-	-	-	75	75
	Etudes	-	-	-	-	-	-
Marine marchande	Soutien aux missions	3,385	0,95	4,335	-	-	4,335
	Surveillance et sécurité du trafic maritime	4,655	1,275	5,93	-	8	13,93
	Formation	6	10	16	-	17	33
	Etudes	-	1	1	-	-	1
Transport aérien	Soutien aux missions	1,17	-	1,17	-	10	11,17
	Sécurité de la navigation aérienne et des aéroports	-	-	-	-	3,8	3,8
	Certification et contrôle	-	-	-	-	2	2
	Développement du transport aérien	-	-	-	-	14	14
	Etudes	-	-	-	-	5,2	5,2

2ème PARTIE

Présentation des programmes du Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique

Programme Routes

1. La stratégie du programme Routes

Le Maroc dispose actuellement d'un réseau routier de 59.000 km dont 1.416 km d'autoroutes, 41.500 km de routes revêtues et un peu moins de 16.000 km de routes non revêtues.

Ce réseau routier joue un rôle essentiel dans le développement social et économique du pays et le désenclavement des zones difficilement accessibles. Il facilite l'accès aux services sociaux, favorise les échanges économiques dans et augmente la valeur des ressources naturelles.

Aussi, les projets routiers sont des projets structurants à forte valeur ajoutée permettant de relier les pôles économiques des régions.

Considérant les défis majeurs auxquels le Maroc est confronté en ce début du 3ème millénaire, ainsi que les aspirations et objectifs stratégiques définis dans le programme gouvernemental, le Ministère a réalisé une étude qui a défini un plan route traçant la stratégie à adopter dans le secteur routier à l'horizon 2035.

Les axes stratégiques du plan route se présentent comme suit :

- a- Développement d'un réseau à haut niveau de service avec des objectifs de robustesse de l'offre autour des grandes métropoles (nouvelles connexions et aménagement de territoire).
- b- Développement des voies expressives.
- c- Modernisation le réseau routier afin qu'il contribue au développement économique et sociétal du pays :
 - Homogénéisation et modernisation des principaux itinéraires du réseau routier,
 - Maillage et densification du réseau dans les zones de discontinuités et de faible couverture.
- d- Fourniture d'un service adéquat aux différents usagers de la route, sauvegarde et valorisation du patrimoine : La valeur de remplacement du patrimoine routier est estimée à plus de 50 milliards de dirhams. De ce fait, la sauvegarde de ce patrimoine constitue la première priorité de la politique routière (environ 53% du budget alloué annuellement au secteur routier lui est consacré).

Malgré les efforts fournis par le MET, l'état bon à acceptable du réseau routier a connu une dégradation durant les années 2004/2006, il est de 60% (Relevé visuel – Année 2006), après avoir été marqué par une stabilisation autour d'une valeur moyenne de 64% dans les années précédentes. Cette dégradation affecte considérablement les conditions de confort et de sécurité des usagers de la route.

Le Ministère compte rehausser le niveau de service du réseau routier à travers des opérations de maintenance efficaces.

Ces opérations, comprend :

- Des opérations de maintenance routières (travaux de revêtement ou de renforcement de la chaussée) qui visent à rendre à la chaussée ses caractéristiques initiales en terme d'endurance (bon uni et absence de déformation), en terme d'imperméabilité et de rugosité ;
 - Des opérations d'élargissement des routes étroites et de réalisation de troisième voie dans les sections en rampe, et ce, dans le cadre de l'adaptation du réseau routier à l'accroissement du trafic observé au niveau de certains axes routiers ;
 - Les opérations d'entretien routier courant.
- e- Rétablir et améliorer le niveau de service et mettre à niveau le parc « ouvrages d'art » :

Le Maroc compte plus de 7500 ouvrages d'art, dont le tiers date d'avant les années 60. La vétusté du parc et son vieillissement, d'une part, et le développement du trafic et les changements climatiques, de l'autre, font que l'état de conservation de plus du tiers des ouvrages est en dessous de la moyenne avec plus de 310 ouvrages menaçant ruine.

Le niveau de service du parc est affecté, également, par l'existence de plus de 525 ouvrages submersibles, 138 ouvrages limités en charge et près de 50% d'ouvrages de largeur inférieure à 5.50m.

Cette bonne connaissance du parc a été rendue possible grâce à la mise en place d'un système de gestion des ouvrages d'art (SGOAM), qui a permis de définir les différents axes d'intervention pour la réhabilitation du parc des ouvrages d'art et de cerner les besoins urgents pour chaque catégorie et qui s'élèvent à plus de 4 Milliards de dirhams répartis autour de deux axes principaux :

- Rétablissement du niveau de service : Reconstruction des ouvrages d'art menaçant ruine pour un montant estimé à plus de 1.5 Milliards de dirhams.

- Amélioration du niveau de service et mise à niveau du parc : Elimination des ouvrages submersibles, Elargissement des ouvrages étroits et confortement ou reconstruction des ouvrages limités en charge pour plus de 2.5 Milliards de dirhams.

Conscient de cette situation critique, Le Ministère de l'équipement et du Transport, avait fait de " La mise en place d'une politique visant la sauvegarde du patrimoine routier, le développement du réseau classé et le confortement et la reconstruction des ouvrages d'art menaçant ruine" l'une de ses priorités, en parfaite adéquation avec les objectifs du programme gouvernemental 2012-2016, et notamment, le troisième axe relatif à l'édification d'une économie nationale forte, compétitive et productrice de richesse, grâce au développement des infrastructures.

Pour le domaine des ouvrages d'art, et étant donné l'importance des besoins recensés par rapport aux moyens disponibles, Le Ministère a élaboré une stratégie sur la base de choix clairs et de critères précis pour la hiérarchisation des interventions.

Cette stratégie consiste en :

- Un programme d'urgence : sur 8 ans, pour la réhabilitation (reconstruction ou renforcement) des ouvrages d'art menaçant ruine avec un budget annuel de près de 300 MDH.
 - Un programme de priorité 1 : en parallèle, sur 14 ans, pour la mise à niveau des ouvrages d'art du réseau stratégique (remplacement des ouvrages submersibles, à l'élargissement des ouvrages étroits et au confortement ou la reconstruction des ouvrages limités en charge), avec près de 100 MDH par an, durant les 5 prochaines années. Ce montant sera ramené à 400 millions dirhams par an à la fin du programme d'urgence.
 - Un programme de priorité 2 : sur 3 ans pour la mise à niveau du reste du parc avec un montant annuel de près de 400 MDH.
- f- Développer une nouvelle génération de routes de proximité pour une meilleure équité territoriale et convergence des actions en matière de développement humain :

Ces routes, à forte composante sociale, permettent de désenclaver une population rurale afin de lui permettre d'accéder aux services sociaux principaux (santé, école, souk...). Dans ce cadre, le METL prévoit :

- L'achèvement du PNRR2 avec le lancement des dernières opérations et son évaluation ;
- Préparation du PNRR3 aux horizons 2020 et 2030 intégrant la mise à niveau du transport routier rural.

a- Responsable de programme

Directeur des routes.

b- Acteurs de pilotage

- DAAJ ;
- Directions régionales et provinciales de l'Équipement, du Transport et de la Logistique;
- CFR ;
- CNER ;
- SLM
- IIFR.

2. Objectifs et indicateurs de performance du programme

Objectif 1 : Développer le réseau routier

Indicateur 1.1 : Taux de desserte des populations rurales

Unité	Réalisation 2013	Prévision 2014	Prévision 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
%	77	78	79	80	82

Précisions méthodologiques:

L'indicateur retenu pour l'évaluation du désenclavement du monde rural est l'Indice National d'Accessibilité aux routes rurales (INARR).

Il représente le pourcentage de la population desservie. Il est défini comme étant le rapport de la population rurale ayant un accès de moins d'un kilomètre à une route praticable en tout temps (PD) et de la population rurale totale (PT), sachant que uniquement les populations des douars ayant plus de 50 ménages sont pris en charge dans le calcul.

Le taux d'accessibilité TA d'une province Pi est défini comme suit :

$$TA (Pi) = \frac{\text{Population rurale desservie par une route revêtue} + \text{Population rurale bien desservie par une piste}}{\text{Population rurale de la province Pi}}$$

Une population est considérée bien desservie par une piste lorsque cette dernière satisfait dans sa totalité aux conditions suivantes :

- Absence de coupures de la circulation durant toute l'année ;
- Piste circulaire par tout type de véhicule ou uniquement par un véhicule utilitaire sol support non argileux.

Sources de données:

Le Centre National des Etudes et Recherches Routières est l'entité responsable de la centralisation des données collectées et de la production de l'indicateur national.

L'Unité de Gestion du PNRR2 est l'entité chargée de la validation de l'indicateur.

Limites et biais de l'indicateur:

Les limites et biais connus de l'indicateur se résument en est ce que le réseau identifié lors de l'étude de 2002 pour la définition du taux d'accessibilité est assez global (inclus-t-il les pistes agricoles ? la localisation douars y a été actualisée en fonction de l'évolution de la population ? Quel est le taux de progression de la population rurale ? Est-ce que les infrastructures routières réalisées hors PNRR2 et /ou par d'autres partenaires sont considérée ?...).

Commentaire:

L'atteinte des objectifs expliqués par ledit indicateur reste tributaire du degré de mobilisation des moyens financiers nécessaires à la réalisation du programme de désenclavement du monde rural par les différents partenaires.

Indicateur 1.3 : Taux de réalisation des voies express

Unité	Réalisation 2013	Prévision 2014	Prévision 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
%	59	63	73	82	100

Précisions méthodologiques:

L'indicateur retenu pour l'évaluation des voies express (VE) est le taux de réalisation qui est le rapport entre l'Equivalent en Kilomètre Réalisé (EKR) de toutes les voies express sur le linéaire global des voies express.

Le linéaire EKR est calculé sur la base du produit du pourcentage de l'état d'avancement et du linéaire lancé.

Pour chaque section de la VE, un pourcentage d'avancement physique des travaux est communiqué par les Chefs d'Aménagement d'une façon mensuelle.

Sources de données:

- Les Chefs d'Aménagement des Sections des VE produisent la donnée;
- La Division des Affaires Techniques est l'entité responsable de la centralisation des données collectées et de la production de l'indicateur national.

Limites et biais de l'indicateur:

Les limites et biais connus de l'indicateur se résument en l'appréciation du taux d'avancement par section (Est-ce le linéaire ouvert ? Est-ce en fonction des mandatements effectués (Exécution Budgétaire) ? ...).

Commentaire:

L'atteinte des objectifs expliqués par ledit indicateur reste tributaire du degré de mobilisation des moyens financiers par les différents partenaires de ce programme.

Objectif 2 : Maintenir et préserver le réseau routier

Indicateur 2.1 : Adaptation de l'état des ouvrages d'art

Unité	Réalisation 2013	Prévision 2014	Prévision 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
Nombre	53	64	63	58	55

Précisions méthodologiques:

Nombre d'OA réhabilités ou entretenus ou reconstruits sur le nombre total des OA jugés prioritaires et sur le nombre des OA identifiés pour l'entretien.

Sources de données:

La Division des Ouvrages d'Art

Limites et biais de l'indicateur:

- Le lancement des opérations sus-indiquées est tributaire de l'achèvement des études;
- La réalisation des prévisions susvisées reste tributaire de la qualité des études faites par les bureaux d'études. En effet, ces derniers seront menés à effectuer, impérativement, des reprises des dossiers d'études vu les insuffisances et la qualité des études présentées;
- Le Nombre d'OA donné dans le tableau ci-dessus est en fonction du budget annuel fixé alloué aux OA qui est de 400 MDH;
- Le Nombre d'OA indiqué au niveau des prévisions est donné sur la base des estimations qui ne sont pas encore validées étant donné que leurs études de projet d'exécution ne sont pas encore finalisées et approuvées;
- Le Nombre d'ouvrages d'art indiqué ci-dessus correspond aux ouvrages d'art dont les travaux de réalisation sont lancés au niveau de l'année indiqué. Il ne correspond pas au nombre de réalisation ou d'achèvement ou de livraison effective à la circulation. En effet, les ouvrages d'art nécessitent en quasi-totalité des cas des délais de réalisation supérieurs à une année (en moyenne entre 18 mois à 24 mois).

Commentaire:

L'atteinte des objectifs expliqués par ledit indicateur restent tributaire du degré de mobilisation des fonds budgétaires nécessaires. moyens financiers nécessaires.

Indicateur 2.2 : Taux du réseau routier à l'état très bon à bon (A et B)

Unité	Réalisation 2013	Prévision 2014	Prévision 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
%	53,5	53	52,5	52	51,1

Précisions méthodologiques:

L'état du réseau est quantifié par l'indicateur de l'Etat de surface ISU fourni par le CNER, après exploitation des résultats des Campagne de relevé visuel et des résultats d'auscultation du réseau.

L'indicateur est la proportion du réseau routier revêtu global qui se trouve à l'état de surface ISU A ou B.

Sources de données:

Le Centre National d'Etudes et de Recherches Routières (CNER) est l'entité responsable de la centralisation des données collectées et de la production de l'indicateur national.

Les DRETL/DPETL font le relevé visuel de 85% de leur réseau revêtu. Les 15% restant sont relevés par le CNER.

Limites et biais de l'indicateur:

L'indicateur n'est disponible que tous les deux ans.

Commentaire:

Chiffre en détérioration due en partie à l'évolution du trafic et la forte pluviométrie enregistrée entre 2009 et 2011.

Objectif 3 : Adapter le réseau routier et améliorer la sécurité routière

Indicateur 3.1 : Aménagements des points d'accumulation anormale d'accidents

Unité	Réalisation 2013	Prévision 2014	Prévision 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
Nombre	47	35	55	90	90

Précisions méthodologiques :

Il couvre l'ensemble des aménagements de sécurité en rase campagne visant à l'élimination des zones d'accumulation des accidents sur les axes routiers jugés potentiellement dangereux ainsi que les points noirs suivant les indicateurs rationnels d'insécurité et d'exploitation.

La période 2014-2018 est marquée par la réalisation d'un programme spécial des aménagements de sécurité (PSAS) dont l'un des objectifs est à viser à traiter des zones d'accumulation des accidents ou ceux susceptibles à devenir dangereux et construire des murets de protection sur quelques ravins pour éviter des accidents graves provoqués par sortie de chaussée des véhicules.

Sources de données :

La collecte des données se fait par la méthode suivante : Chaque section de route potentiellement accidentogène connaissant des dysfonctionnements sur le plan infrastructure devrait aboutir à une fiche d'inspection à renseigner par le DRET/DPET concerné.

La Division Exploitation est l'entité chargée de la validation de l'indicateur.

Limites et biais de l'indicateur :

L'indicateur ne reflète pas exactement les efforts déployés par la DR en matière d'aménagements de sécurité si on fait abstraction du coût correspondant.

Commentaire :

La typologie très diversifiée des aménagements de sections à haut risque qui va du simple élagage d'un arbre ou la réparation d'un panneau à un projet de dédoublement ne permet pas d'affiner l'indicateur davantage en mettant en évidence, par sa simple lecture, le type des travaux réalisés

Objectif 4 : Garantir la disponibilité du matériel TP

Indicateur 4.1 : Taux de renouvellement du matériel des TP

Unité	Réalisation 2013	Prévision 2014	Prévision 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
%	63,83	70	76	82	88

Précisions méthodologiques :

L'indicateur de renouvellement choisi permettra de suivre l'effort consenti par la DR en matière d'investissement pour le renouvellement du parc engins sur la base :

- d'une estimation de la valeur neuve de remplacement à l'identique du parc existant évaluée à 1 milliard de Dirhams,
- d'un budget d'investissement de 60 Mdh par année soit un taux de renouvellement annuel de 6%

Mode calcul :

Cumul des montants des marchés d'acquisition / valeur de remplacement à l'identique du parc matériel TP existant (1000 Mdh)

Sources de données :

- Service Réseau des SLM/DMV/DR
- Services Logistique et Matériel (SLM)

Limites et biais de l'indicateur :

L'indicateur ne reflète pas la masse des travaux réalisés par le parc matériel TP de la DR. Toutefois, étant donné que ces réalisations sont illustrées par d'autres programmes et d'autres indicateurs, le souci des gestionnaires du parc est de disposer d'un matériel fiable et efficace. L'effort de renouvellement, mesuré par cet indicateur, contribue directement à cet objectif

Commentaire :

Le taux réalisé en 2013 (63.85) a été amélioré par rapport aux années précédentes, et ce grâce aux efforts déployés pour le renouvellement du parc TP de la Direction des Routes.

Indicateur 4.2 : Taux de disponibilité de matériel des TP

Unité	Réalisation 2013	Prévision 2014	Prévision 2015	Prévision 2016	Prévision 2017
%	92,2	90	90	90	90

Précisions méthodologiques :

Le taux de disponibilité %D est la durée moyenne pendant laquelle le matériel est en état de fonctionnement.

Mode calcul $\%D = [(S+MT)/(S+P+MT)] \times 100$

Avec

- S: nombre de jour de service ;
- P: nombre de jour de panne ;
- MT: manque des travaux ;
- $MT = \sum MT_i$:
 - MT1 = mauvais temps;
 - MT2 = manque conducteur;
 - MT3 = manque ressources;
 - MT4 = inter panne;
 - MT5 = manque de programme;
 - MT6 = jours fériés et week-end.

Sources de données :

Les données sont collectées par les SLM et envoyées au Service Réseau des SLM pour la consolidation dans le cadre des conseils de gestion organisée annuellement par la DR.

Limites et biais de l'indicateur :

Disposer d'un matériel fiable et disponible en tout temps pour intervenir efficacement en temps voulu (en cas d'urgence), reste un défi majeur pour la Direction des Routes. . Ce présent indicateur doit être analysé avec d'autres indicateurs de maintenance à savoir Indicateur de Maintenabilité, Fiabilité et Disponibilité.

Commentaire :

Le taux de disponibilité peut être interprété par l'évolution de cet indicateur au cours des années ou par sa comparaison à l'objectif qui est fixé à 90% par année.

Agriculture, Forestry and Fisheries

Budget summary

	2016/17				2017/18	2018/19
	Total	Current payments	Transfers and subsidies	Payments for capital assets	Total	Total
R million						
MTEF allocation						
Administration	788.1	731.8	18.4	37.8	803.2	839.9
Agricultural Production, Health and Food Safety	1 953.4	634.6	1 316.8	2.1	2 183.2	2 292.6
Food Security and Agrarian Reform	1 889.7	255.0	1 597.4	37.3	2 018.0	2 090.6
Trade Promotion and Market Access	297.6	133.2	163.9	0.6	264.8	275.4
Forestry and Natural Resources Management	945.6	744.6	157.9	43.0	961.4	1 002.5
Fisheries	458.6	216.8	241.8	–	475.7	498.0
Total expenditure estimates	6 333.0	2 716.1	3 496.1	120.8	6 706.3	6 999.0
Executive authority	Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries					
Accounting officer	Director General of Agriculture, Forestry and Fisheries					
Website address	www.daff.gov.za					

The Estimates of National Expenditure e-publications for individual votes are available on www.treasury.gov.za. These publications provide more comprehensive coverage of vote specific information, particularly about goods and services, transfers and subsidies, personnel, entities, donor funding, public private partnerships, conditional grants to provinces and municipalities and expenditure information at the level of service delivery, where appropriate.

Vote purpose

Lead, support and promote agricultural, forestry and fisheries resources management through policies, strategies and programmes to enhance sustainable use, and achieve economic growth, job creation, food security, rural development and transformation.

Mandate

The mandate of the Department of Agriculture, Forestry and Fisheries includes value chains, inputs, production and consumption in the agriculture, forestry and fishery sectors. The department's mandate is derived from a range of legislation, including the Sea Fisheries Act (1988), the National Forests Act (1988), the Agricultural Products Standards Act (1990), and the Conservation of Agricultural Resources Act (1993).

Selected performance indicators

Table 24.1 Performance indicators by programme and related outcome

Indicator	Programme	Outcome	Past			Current	Projections		
			2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19
Number of animal and plant improvement schemes for prioritised value chain commodities monitored per year	Agricultural Production, Health and Food Safety	Outcome 7: Comprehensive rural development and land reform	– ¹	– ¹	4	4	4	4	4
Number of surveillances on animal diseases conducted per year	Agricultural Production, Health and Food Safety		2	2	2	2	2	2	1
Number of surveillances on plant diseases conducted per year	Agricultural Production, Health and Food Safety		– ¹	1	1	1	1	1	1
Number of mobile veterinary clinics provided to improve animal health in rural areas per year	Agricultural Production, Health and Food Safety		– ¹	27	41	18	10	– ²	– ²
Number of veterinary graduates deployed for the compulsory veterinary services programme per year	Agricultural Production, Health and Food Safety		– ¹	– ¹	– ¹	140	140	150	150
Number of subsistence and smallholder producers supported per year	Food Security and Agrarian Reform		139 671	56 000 ³	156 500	145 000	145 000	145 000	145 000

Table 24.1 Performance indicators by programme and related outcome

Indicator	Programme	Outcome	Past			Current	Projections		
			2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19
Number of hectares in underutilised areas cultivated in communal areas per year	Food Security and Agrarian Reform	Outcome 7: Comprehensive rural development and land reform	105 040 ha	154 211 ha	107 151 ha	120 000 ha	120 000 ha	120 000 ha	120 000 ha
Number of jobs created through the comprehensive agricultural support programme and Ilima/Letsema funded projects per year	Food Security and Agrarian Reform		— ¹	— ¹	10 000	15 000	20 000	20 000	20 000
Number of agro-processing entrepreneurs trained on processing norms and standards per year	Trade Promotion and Market Access		— ¹	— ¹	— ¹	— ¹	12	14	18
Number of hectares of land restored through reforestation and land rehabilitation per year	Forestry and Natural Resources Management		46 779 ha	40 941 ha	30 500 ha	30 500 ha	16 300 ha ⁴	16 300 ha ⁴	16 300 ha ⁴
Number of jobs created through the refurbishment of category B and C plantations for the expanded public works programme per year	Forestry and Natural Resources Management	Outcome 4: Decent employment through inclusive economic growth	1 719	1 987	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400
Number of hectares of temporary unplanted areas planted per year	Forestry and Natural Resources Management	Outcome 10: Protect and enhance our environmental assets and natural resources	— ¹	12 925 ha	2 300 ha	2 300 ha	1 725 ha ⁵	1 725 ha ⁵	1 725 ha ⁵
Number of full time equivalent LandCare jobs created per year	Forestry and Natural Resources Management	Outcome 4: Decent employment through inclusive economic growth	908	1 431	900	800 ⁶	800 ⁶	800 ⁶	800 ⁶

1. No historical data is available as these indicators were not measured in these years.

2. There are no targets for 2017/18 and 2018/19 as no more mobile clinics will be procured since rural areas have been fully capacitated with animal clinics.

3. In 2013/14, the target was measured in terms of number of households.

4. Targets have been revised down as most of the work has been done on land rehabilitation. Funds for this have been reprioritised to fund shortfalls in compensation of employees.

5. Target was slightly reduced as more hectares have been planted to reduce temporary unplanted areas. Funds have also been reprioritised.

6. Targets have been revised due to the reprioritisation of funds.

Expenditure analysis

Over the medium term, the Department of Agriculture, Forestry and Fisheries will prioritise improving food security, creating jobs, and increasing the contribution of the agriculture sector to GDP. Subsistence and smallholder farmers are a focus within all of these priorities, which are informed by the national development plan's broad vision of eliminating poverty and reducing inequality by 2030. The department's work supports this broad vision by contributing directly to outcome 4 (decent employment through inclusive economic growth), outcome 7 (comprehensive rural development and land reform), and outcome 10 (protect and enhance our environmental assets and natural resources) of the 2014-2019 medium term strategic framework. In addition, the president's 2015 9-point plan to ignite growth and create jobs includes the revitalisation of agriculture and agro-processing value chains.

The department's compensation of employees budget has been decreased by R149.3 million for 2017/18 and R233.9 million for 2018/19 as part of the Cabinet approved budget reductions to lower the national aggregate expenditure ceiling. After consultation with the Department of Public Service and Administration and National Treasury, the department will develop and implement a plan to manage its personnel expenditure within its reduced personnel budget.

Improving food security

The department promotes food security by supporting food producers through the following channels: the Micro Agricultural Financial Institutions of South Africa, which provides agricultural production loans to smallholder operators in the agriculture, forestry and fishery sectors; the comprehensive agricultural support programme grant, which provides post-settlement support to targeted beneficiaries of land reform and redistribution, as well as to other producers who have acquired land privately and are engaged in domestic value-adding enterprises or exporting agricultural produce; and the Ilima/Letsema projects grant, which provides production inputs to subsistence and smallholder farmers.

The comprehensive agricultural support programme grant has been decreased by R150 million over the medium term to meet government's immediate national priorities. The grant will fund less infrastructure as a result of the decrease. R60 million of the grant that would usually go to provinces will be retained in the national department

for the monitoring and evaluation of provinces' use of the grant over the medium term, including project plans and grant indicators, and project reports. The department is committed to ensuring that subsistence and smallholder farmers are enabled to enter the mainstream agricultural economy.

The Ilima/Letsema projects grant has a budget of R1.6 billion over the medium term to support 145 000 subsistence and smallholder farmers per year.

Government's 2012-2017 food security initiative, Fetsa Tlala, is aimed at the production of staple foods on fallow land that has the potential for agricultural production. R2.8 billion over the medium term has been reprioritised to Fetsa Tlala from the infrastructure allocation of the comprehensive agricultural support programme grant. The reprioritisation is a response to the shift in farmers' needs, from infrastructure to production inputs such as fertilisers, seeds, and small production equipment, as food security becomes a major priority. The department will support subsistence and smallholder farmers with these inputs and advice, aiming to get 1 million hectares of land in rural areas producing food for subsistence consumption by 2030. The department aims to get approximately 120 000 hectares under productive use in each year of the medium term to benefit 145 000 subsistence and smallholder producers. This joint spending through the Ilima/Letsema projects grant and Fetsa Tlala of R4.4 billion over the medium term represents 21.5 per cent of the department's total budget.

The current drought in KwaZulu-Natal, Free State, North West, Limpopo and Mpumalanga is expected to lead to an increase in the cost of food. In addition to funds offered by provincial departments of agriculture to farmers affected by the drought, the department has set aside about R205 million for drought relief in 2015/16. These funds will support interventions such as drilling boreholes, moving some cattle herds to state farms, and water carting. Most of the funds will be mobilised from the comprehensive agricultural support programme grant and the Ilima/Letsema projects grant.

In 2013, the department identified fisheries as key to addressing food security. In addition, the industry is in need of transformation to become more equitable. The department's 2012 small scale fisheries policy and the Marine Living Resources Amendment Act (2014) support both these priorities. A total of R117 million over the medium term is budgeted in the *Aquaculture* subprogramme. This will fund fishing equipment and training to harvest fish for subsistence consumption in fishing communities in rural and coastal areas. South Africa's aquaculture sector has been given a boost through its inclusion in Operation Phakisa in 2014, and R40 million of the R125 million budget will fund 24 aquaculture projects over the medium term. (Aquaculture refers to breeding, rearing, and harvesting plants and animals in all types of water environments.) The projects are expected to increase current production of 4 000 tonnes of fish per year to 20 000 tonnes per year over the period, significantly contributing to food production. In addition, 210 000 jobs are expected to be created by 2030.

Creating jobs

The agricultural policy action plan, approved by Cabinet in March 2015, will promote the revitalisation of agriculture and agro-processing value chains in priority commodities such as maize, soyabeans, poultry and red meat. These commodities have been identified in the national development plan as having high growth potential and high labour absorption capacity, hence contributing to creating 1 million jobs by 2030.

The LandCare programme aims to promote sustainable land and soil management practices, prevent land degradation and desertification in rural areas and contribute to job creation. The programme is projected to create 2 400 full time equivalent jobs in rehabilitating 48 900 hectares of land over the medium term, and 4 725 jobs in planting 5 175 hectares to refurbish industrial plantations and community woodlots. The total LandCare grant allocation is R220.7 million over the medium term. Planned work also includes reducing the spread of invasive alien plants, fencing and protecting agricultural land against degradation, conserving water resources, and combating the loss of topsoil.

The expanded public works programme's Working for Fisheries projects encourage communities to responsibly manage and conserve aquatic environments through, for example, cleaning fishing harbours and conducting harbour patrols. The department transfers R242 million for these projects to the Marine Living Resources Fund. 1 695 full time equivalent jobs are expected to be created in the fishery sector over the medium term.

Increasing the contribution of the agriculture sector to GDP

According to official 2013 statistics, agriculture directly contributes about 2.5 per cent to GDP and indirectly a further 12 per cent through related manufacturing and processing. South Africa is a net exporter of agricultural products, but these are mainly primary products and the country is a net importer of processed products. By 2018/19, the department will introduce a strategy for replacing imports with locally produced products, guided by the 2015 agriculture policy action plan. As local agricultural production increases, jobs will be created and agriculture's contribution to GDP will increase.

The department will provide extension services (farming advice) and financial support to 145 000 subsistence and smallholder farmers through a projected R1.1 billion conditional grant to provinces over the medium term, intended to boost production. Access to financial resources for these farmers will also be expanded through an allocation of R50 million in 2016/17 to the Land and Agricultural Bank of South Africa's retail emerging markets programme, which aims to support 10 000 black emerging farmers with low interest loans. This non-financial and financial support will boost agricultural production.

The department introduced the primary animal health care programme in 2011/12 to support the health of smallholders' animals. This will contribute to productivity and food security. The programme has delivered 96 veterinary mobile clinics in remote rural areas, and will include compulsory community service for veterinarians from 2016/17. Over the medium term, a projected 140 veterinarian graduates per year will be deployed to rural areas at a cost of R124 million in 2016/17, increasing to R138.3million in 2017/18, budgeted for in the *Animal Production and Health* subprogramme of the *Agricultural Production, Health and Food Safety* programme.

Expenditure trends

Table 24.2 Vote expenditure trends by programme and economic classification

Table 2.14: Total expenditure towards programme and economic classification														
Programmes														
1. Administration														
2. Agricultural Production, Health and Food Safety														
3. Food Security and Agrarian Reform														
4. Trade Promotion and Market Access														
5. Forestry and Natural Resources Management														
6. Fisheries														
Programme	Annual budget			Annual budget			Annual budget			Annual budget			Outcome/Annual budget Average (%)	Outcome/Adjusted appropriation Average (%)
	Adjusted appropriation	Audited outcome		Adjusted appropriation	Audited outcome		Adjusted appropriation	Audited outcome		Adjusted appropriation	Revised estimate			
R million	2012/13			2013/14			2014/15			2015/16			2012/13 - 2015/16	
Programme 1	612.9	624.6	644.9	663.9	670.9	681.6	694.6	718.9	738.4	729.9	739.4	729.4	103.4%	101.5%
Programme 2	1 891.6	1 889.9	1 874.8	2 066.1	2 036.5	2 000.9	2 199.8	2 187.1	2 183.7	2 134.8	2 144.5	2 144.5	98.9%	99.3%
Programme 3	1 408.6	1 413.3	1 405.2	1 597.7	1 599.3	1 590.1	1 711.1	1 711.7	1 656.3	1 930.3	1 919.4	1 919.4	98.8%	98.9%
Programme 4	212.0	209.4	212.2	231.6	258.2	256.3	294.2	298.3	307.0	238.2	233.9	233.9	103.4%	101.0%
Programme 5	1 261.8	1 242.7	1 191.8	1 184.5	1 183.6	1 144.7	1 364.9	1 348.7	1 303.6	906.6	906.2	906.2	96.4%	97.1%
Programme 6	411.8	489.1	484.3	434.0	433.7	437.7	427.8	427.8	439.8	443.3	465.3	465.3	106.4%	100.6%
Total	5 798.8	5 868.9	5 813.2	6 178.0	6 182.3	6 111.3	6 692.4	6 692.4	6 628.9	6 383.0	6 408.8	6 398.8	99.6%	99.2%
Change to 2015 Budget estimate										25.7				
Economic classification														
Current payments	2 250.6	2 234.3	2 149.6	2 421.4	2 395.8	2 271.8	2 555.3	2 509.3	2 394.0	2 586.3	2 536.9	2 536.9	95.3%	96.7%
Compensation of employees	1 502.6	1 473.8	1 419.1	1 656.0	1 603.3	1 525.0	1 697.9	1 698.4	1 661.6	1 737.8	1 763.0	1 763.0	96.6%	97.4%
Goods and services	746.4	759.0	729.6	763.4	791.4	746.4	856.2	809.5	732.1	847.0	772.3	772.3	92.8%	95.2%
of which:														
Agency and support/outourced services	59.1	51.7	69.6	68.7	62.4	53.3	58.1	41.2	30.7	42.7	60.6	60.6	93.7%	99.2%
Consumable supplies	60.8	89.9	47.3	—	66.5	41.6	41.4	54.6	42.6	59.1	74.5	74.5	127.7%	72.2%

Table 24.2 Vote expenditure trends by programme and economic classification

Economic classification	2012/13			2013/14			2014/15			2015/16			2012/13 - 2015/16	2012/13 - 2015/16
	Annual budget	Adjusted appropriation	Audited outcome	Annual budget	Adjusted appropriation	Audited outcome	Annual budget	Adjusted appropriation	Audited outcome	Annual budget	Adjusted appropriation	Revised estimate	Outcome/Annual budget Average (%)	Outcome/Adjusted appropriation Average (%)
R million	2012/13			2013/14			2014/15			2015/16			2012/13 - 2015/16	2012/13 - 2015/16
Operating leases	58.1	66.5	85.9	71.5	71.4	85.7	67.3	53.7	84.5	53.3	53.8	53.8	123.9%	126.3%
Property payments	37.6	37.2	38.1	37.2	119.0	112.6	64.3	151.5	144.3	149.8	152.5	152.5	154.9%	97.2%
Travel and subsistence	125.3	119.8	143.1	104.3	114.7	119.3	109.6	118.9	128.6	159.8	140.0	140.0	106.4%	107.6%
Training and development	35.9	41.6	29.0	36.9	43.6	31.9	49.3	49.8	36.4	36.7	30.8	30.8	80.7%	77.3%
Interest and rent on land	1.6	1.5	0.9	2.1	1.2	0.4	1.2	1.4	0.3	1.5	1.5	1.5	47.6%	55.1%
Transfers and subsidies	3 419.1	3 488.9	3 493.0	3 658.1	3 639.3	3 637.9	4 035.4	4 047.7	4 028.7	3 700.5	3 694.9	3 694.9	100.3%	99.9%
Provinces and municipalities	2 066.9	2 067.0	2 062.8	2 148.5	2 152.9	2 149.7	2 390.1	2 390.1	2 363.3	2 189.2	2 172.6	2 172.6	99.5%	99.6%
Departmental agencies and accounts	1 271.4	1 311.7	1 310.0	1 313.1	1 269.6	1 266.6	1 354.6	1 354.6	1 354.2	1 132.5	1 138.1	1 138.1	99.9%	99.9%
Higher education institutions	5.8	5.0	4.7	7.0	5.8	2.8	7.1	7.0	3.0	7.8	3.3	3.3	49.8%	65.4%
Foreign governments and international organisations	22.5	23.4	32.0	33.7	45.9	46.4	34.7	38.7	38.8	29.5	32.4	32.4	124.2%	106.5%
Public corporations and private enterprises	37.4	39.7	40.0	137.8	139.4	140.1	220.2	222.0	222.3	312.9	314.7	314.7	101.3%	100.2%
Non-profit institutions	13.3	13.3	11.2	16.2	20.3	19.0	26.9	26.8	25.2	26.7	25.9	25.9	97.8%	94.2%
Households	1.8	28.9	32.2	1.8	5.4	13.2	1.9	8.4	21.9	1.9	7.9	7.9	1 013.8%	148.5%
Payments for capital assets	129.1	145.7	169.4	98.5	147.1	200.2	101.6	135.4	206.0	96.2	176.9	166.9	174.5%	122.7%
Buildings and other fixed structures	36.9	40.4	57.8	38.4	37.7	55.7	42.7	41.3	48.0	42.5	48.6	41.6	126.6%	120.9%
Machinery and equipment	91.8	104.9	111.3	59.2	107.6	143.0	58.2	93.9	157.5	53.2	128.2	125.2	204.7%	123.5%
Biological assets	0.3	0.3	–	0.7	0.5	0.1	0.8	0.2	–	0.5	0.2	0.2	10.8%	20.8%
Software and other intangible assets	0.1	0.0	0.4	0.2	1.3	1.4	0.0	0.1	0.4	–	–	–	699.7%	162.8%
Payments for financial assets	–	–	1.3	–	–	1.4	–	–	0.2	–	–	–	–	–
Total	5 798.8	5 868.9	5 813.2	6 178.0	6 182.3	6 111.3	6 692.4	6 692.4	6 628.9	6 383.0	6 408.8	6 398.8	99.6%	99.2%

Expenditure estimates

Table 24.3 Vote expenditure estimates by programme and economic classification

Programmes								
1. Administration								
2. Agricultural Production, Health and Food Safety								
3. Food Security and Agrarian Reform								
4. Trade Promotion and Market Access								
5. Forestry and Natural Resources Management								
6. Fisheries								
Programme	Revised estimate	Average growth rate (%)	Expenditure/ Total: Average (%)	Medium-term expenditure estimate			Average growth rate (%)	Expenditure/ Total: Average (%)
R million	2015/16	2012/13 - 2015/16		2016/17	2017/18	2018/19	2015/16 - 2018/19	
Programme 1	729.4	5.3%	11.2%	788.1	803.2	839.9	4.8%	12.0%
Programme 2	2 144.5	4.3%	32.9%	1 953.4	2 183.2	2 292.6	2.3%	32.4%
Programme 3	1 919.4	10.7%	26.3%	1 889.7	2 018.0	2 090.6	2.9%	29.9%
Programme 4	233.9	3.8%	4.0%	297.6	264.8	275.4	5.6%	4.1%
Programme 5	906.2	-10.0%	18.2%	945.6	961.4	1 002.5	3.4%	14.4%
Programme 6	465.3	-1.6%	7.3%	458.6	475.7	498.0	2.3%	7.2%
Total	6 398.8	2.9%	100.0%	6 333.0	6 706.3	6 999.0	3.0%	100.0%
Change to 2015 Budget estimate				(9.6)	(71.2)	(129.2)		

Table 24.3 Vote expenditure estimates by programme and economic classification

Economic classification	Revised estimate	Average growth rate (%)	Expenditure/ Total: Average (%)	Medium-term expenditure estimate			Average growth rate (%)	Expenditure/ Total: Average (%)
R million	2015/16	2012/13 - 2015/16		2016/17	2017/18	2018/19	2015/16 - 2018/19	
Current payments	2 536.9	4.3%	37.5%	2 716.1	2 817.6	2 891.1	4.5%	41.5%
Compensation of employees	1 763.0	6.2%	25.5%	2 055.4	2 129.2	2 201.9	7.7%	30.8%
Goods and services	772.3	0.6%	11.9%	659.7	687.0	687.8	-3.8%	10.6%
of which:								
Agency and support/outourced services	60.6	5.4%	0.9%	50.1	50.8	51.5	-5.2%	0.8%
Consumable supplies	74.5	-6.1%	0.8%	48.8	49.7	40.7	-18.2%	0.8%
Operating leases	53.8	-6.8%	1.2%	47.2	35.2	26.6	-20.9%	0.6%
Property payments	152.5	60.1%	1.8%	138.6	162.2	175.6	4.8%	2.4%
Travel and subsistence	140.0	5.3%	2.1%	112.7	110.7	122.8	-4.3%	1.8%
Training and development	30.8	-9.5%	0.5%	28.1	33.7	34.3	3.6%	0.5%
Interest and rent on land	1.5	1.2%	0.0%	1.0	1.3	1.4	-2.6%	0.0%
Transfers and subsidies	3 694.9	1.9%	59.5%	3 496.1	3 766.4	3 975.4	2.5%	56.5%
Provinces and municipalities	2 172.6	1.7%	35.1%	2 203.5	2 335.6	2 465.1	4.3%	34.7%
Departmental agencies and accounts	1 138.1	-4.6%	20.3%	1 129.6	1 310.1	1 383.9	6.7%	18.8%
Higher education institutions	3.3	-12.6%	0.1%	8.5	9.2	10.0	44.8%	0.1%
Foreign governments and international organisations	32.4	11.4%	0.6%	34.5	36.3	37.6	5.1%	0.5%
Public corporations and private enterprises	314.7	99.5%	2.9%	98.3	50.8	53.8	-44.5%	2.0%
Non-profit institutions	25.9	25.0%	0.3%	19.4	22.1	22.5	-4.5%	0.3%
Households	7.9	-35.1%	0.3%	2.2	2.3	2.5	-32.3%	0.1%
Payments for capital assets	166.9	4.6%	3.0%	120.8	122.3	132.5	-7.4%	2.1%
Buildings and other fixed structures	41.6	1.0%	0.8%	67.4	66.3	74.3	21.3%	0.9%
Machinery and equipment	125.2	6.1%	2.2%	53.3	55.8	58.1	-22.6%	1.1%
Biological assets	0.2	-19.9%	0.0%	0.1	0.1	0.1	-10.1%	0.0%
Software and other intangible assets	–	-100.0%	0.0%	0.1	0.1	0.1	–	0.0%
Total	6 398.8	2.9%	100.0%	6 333.0	6 706.3	6 999.0	3.0%	100.0%

Personnel information

Table 24.4 Vote personnel numbers and cost by salary level and programme¹ prior to Cabinet approved reduction, effective from 2017/18²; budget reductions and aggregate baseline total

Programmes

- Administration
- Agricultural Production, Health and Food Safety
- Food Security and Agrarian Reform
- Trade Promotion and Market Access
- Forestry and Natural Resources Management
- Fisheries

0. Fisheries

Number of posts estimated for 31 March 2016			Number and cost ³ of personnel posts filled / planned for on funded establishment												Number				
Salary level	Number of funded posts	Number of posts additional to the establishment	Actual			Revised estimate			Medium-term expenditure estimate						Average growth rate (%)	Salary level/Total: Average (%)			
			2014/15			2015/16			2016/17		2017/18		2018/19				2015/16 - 2018/19		
			Number	Cost	Unit Cost	Number	Cost	Unit Cost	Number	Cost	Unit Cost	Number	Cost	Unit Cost					
Agriculture, Forestry and Fisheries			Number	Cost	Unit Cost	Number	Cost	Unit Cost	Number	Cost	Unit Cost	Number	Cost	Unit Cost	Number	Cost	Unit Cost		
Salary level	6 622	291	5 685	1 661.6	0.3	6 331	1 763.0	0.3	6 481	2 055.4	0.3	6 481	2 278.0	0.4	6 481	2 434.9	0.4	0.8%	100.0%
1 – 6	3 774	261	3 266	546.5	0.2	3 513	550.4	0.2	3 513	609.2	0.2	3 513	673.8	0.2	3 513	723.5	0.2	–	54.5%
7 – 10	2 226	2	1 920	710.8	0.4	2 224	748.4	0.3	2 224	834.6	0.4	2 224	929.5	0.4	2 224	993.2	0.4	–	34.5%
11 – 12	487	20	393	284.3	0.7	467	314.0	0.7	617	445.7	0.7	617	490.0	0.8	617	521.0	0.8	9.7%	9.0%
13 – 16	133	8	104	115.7	1.1	125	146.0	1.2	125	161.5	1.3	125	180.0	1.4	125	192.3	1.5	–	1.9%
Other	2	–	2	4.3	2.1	2	4.2	2.1	2	4.4	2.2	2	4.6	2.3	2	4.9	2.5	–	0.0%
Programme	6 622	291	5 685	1 661.6	0.3	6 331	1 763.0	0.3	6 481	2 055.4	0.3	6 481	2 278.0	0.4	6 481	2 434.9	0.4	0.8%	100.0%
Programme 1	1 178	10	1 015	362.0	0.4	1 168	385.7	0.3	1 168	434.6	0.4	1 168	483.6	0.4	1 168	516.2	0.4	–	18.1%
Programme 2	1 485	7	1 322	401.7	0.3	1 478	437.3	0.3	1 628	591.8	0.4	1 628	658.0	0.4	1 628	703.5	0.4	3.3%	24.7%
Programme 3	695	247	395	120.9	0.3	448	133.3	0.3	448	156.8	0.3	448	177.1	0.4	448	189.5	0.4	–	7.0%
Programme 4	170	4	141	97.8	0.7	166	92.8	0.6	166	101.6	0.6	166	114.2	0.7	166	121.6	0.7	–	2.6%
Programme 5	2 513	3	2 322	491.2	0.2	2 510	507.4	0.2	2 510	553.7	0.2	2 510	605.7	0.2	2 510	648.0	0.3	–	39.0%
Programme 6	581	20	490	188.0	0.4	561	206.6	0.4	561	216.8	0.4	561	239.4	0.4	561	256.1	0.5	–	8.7%
Reduction	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(148.8)	–	–	(232.9)	–	–	–
Total	6 622	291	5 685	1 661.6	0.3	6 331	1 763.0	0.3	6 481	2 055.4	0.3	–	2 129.2	–	–	2 201.9	–	–	–

1. Data has been provided by the department and may not necessarily reconcile with official government personnel data.

2. The department's compensation of employees budget has been reduced by R381.7 million for 2017/18 and 2018/19. After consultation with the Department of Public Service and Administration and National Treasury, the department will finalise, develop and implement a plan to manage its personnel expenditure within this reduced expenditure ceiling.

3. Rand million.

Departmental receipts

Table 24.5 Departmental receipts by economic classification

R thousand	Audited outcome			Adjusted estimate	Revised estimate	Average growth rate (%)	Receipt item/ Total: Average (%)	Medium-term receipts estimate			Average growth rate (%)	Receipt item/ Total: Average (%)
	2012/13	2013/14	2014/15					2016/17	2017/18	2018/19		
Departmental receipts	198 029	809 584	191 652	206 326	206 326	1.4%	100.0%	216 643	227 476	238 850	5.0%	100.0%
Sales of goods and services produced by department	153 648	153 690	163 186	164 632	164 632	2.3%	45.2%	172 863	181 506	190 582	5.0%	79.8%
Sales by market establishments	3 224	2 953	2 370	3 255	3 255	0.3%	0.8%	3 417	3 588	3 767	5.0%	1.6%
of which:												
Dwellings	2 937	2 452	1 959	2 468	2 468	-5.6%	0.7%	2 591	2 721	2 857	5.0%	1.2%
Rental parking:	278	289	313	383	383	11.3%	0.1%	402	422	443	5.0%	0.2%
Covered and open												
Wool and skin	9	212	98	404	404	255.4%	0.1%	424	445	467	4.9%	0.2%
Administrative fees	110 464	114 491	129 749	119 279	119 279	2.6%	33.7%	125 242	131 505	138 081	5.0%	57.8%
of which:												
Farm feeds registration	9 515	6 295	6 485	11 518	11 518	6.6%	2.4%	12 094	12 699	13 334	5.0%	5.6%
Plant breeders right	2 518	2 543	2 834	5 288	5 288	28.1%	0.9%	5 552	5 830	6 122	5.0%	2.6%
Stock remedy	1 473	1 020	8 045	6 825	6 825	66.7%	1.2%	7 166	7 524	7 900	5.0%	3.3%
Inspection fees:	60 948	70 245	73 190	55 648	55 648	-3.0%	18.5%	58 430	61 352	64 420	5.0%	27.0%
Statutory services												
Other	36 010	34 388	39 195	40 000	40 000	3.6%	10.6%	42 000	44 100	46 305	5.0%	19.4%
Other sales	39 960	36 246	31 067	42 098	42 098	1.8%	10.6%	44 204	46 413	48 734	5.0%	20.4%
of which:												
Service rendered:	1 610	1 687	1 736	2 232	2 232	11.5%	0.5%	2 344	2 461	2 584	5.0%	1.1%
Boarding services:												
Private												
Service rendered:	1 657	1 368	1 425	1 715	1 715	1.2%	0.4%	1 801	1 891	1 986	5.0%	0.8%
Commission insurance												
Service rendered:	1 195	1 079	1 036	2 115	2 115	21.0%	0.4%	2 221	2 332	2 449	5.0%	1.0%
Course fees												
Laboratory services:	942	963	629	2 656	2 656	41.3%	0.4%	2 789	2 928	3 074	5.0%	1.3%
Plant												
Other	34 556	31 149	26 241	33 380	33 380	-1.1%	8.9%	35 049	36 801	38 641	5.0%	16.2%
Sales of scrap, waste, arms and other used current goods	41	28	44	50	50	6.8%	-	53	56	59	5.7%	-
of which:												
Waste paper	41	28	44	50	50	6.8%	-	53	56	59	5.7%	-
Transfers received	169	173	727	400	400	33.3%	0.1%	420	441	463	5.0%	0.2%
Fines, penalties and forfeits	44	49	33	29	29	-13.0%	-	30	31	32	3.3%	-
Interest, dividends and rent on land	8 871	8 236	6 727	17 629	17 629	25.7%	2.9%	18 511	19 437	20 409	5.0%	8.5%
Interest	8 148	6 992	5 565	14 456	14 456	21.1%	2.5%	15 179	15 938	16 735	5.0%	7.0%
Rent on land	723	1 244	1 162	3 173	3 173	63.7%	0.4%	3 332	3 499	3 674	5.0%	1.5%
Sales of capital assets	7 018	757	1 034	1 176	1 176	-44.9%	0.7%	1 235	1 297	1 362	5.0%	0.6%
Transactions in financial assets and liabilities	28 238	646 651	19 901	22 410	22 410	-7.4%	51.0%	23 531	24 708	25 943	5.0%	10.9%
Total	198 029	809 584	191 652	206 326	206 326	1.4%	100.0%	216 643	227 476	238 850	5.0%	100.0%

Programme 1: Administration

Programme purpose

Provide strategic leadership, management and support services to the department.

Programme 5: Forestry and Natural Resources Management

Programme purpose

Develop and facilitate the implementation of policies and targeted programmes to ensure proper management of forests, and the sustainable use and protection of land and water. Manage agricultural risks and disasters.

Objectives

- Ensure the conservation, protection, rehabilitation and sustainable management of forests by:
 - replanting 8 625 hectares in temporary unplanted areas by 2018/2019
 - obtaining certifications for 3 plantations from the Forestry Stewardship Council, which is responsible for monitoring and evaluating the standard of state plantations, by 2018/2019
 - conducting environmental impact assessments to enable small, medium and micro forestry enterprises to obtain afforestation licences by 2018/19
 - restoring and rehabilitating 48 900 hectares of agricultural land, and 1 500 hectares of state indigenous forests and woodlands by 2018/19.
- Ensure adaptation to climate change by implementing an effective climate change mitigation plan to improve the adaptability and productivity of livestock and plant species by 2019/20.

Subprogrammes

- *Management* oversees and manages the programme.
- *Forestry Operations* ensures sustainable management of state forests and other assets, such as state nurseries, in order to optimise social and economic benefits in rural areas and to promote sector growth throughout South Africa.
- *Forestry Oversight and Regulation* provides leadership, advice and direction in the formulation of forestry development and regulation policies, strategies and frameworks; and ensures the effective promotion and development of small scale and commercial forestry.
- *Natural Resources Management* facilitates the development of infrastructure and the sustainable use of natural resources through an enabling framework for the sustainable management of woodlands and indigenous forests, and the efficient development and revitalisation of irrigation schemes and water use. This subprogramme also facilitates climate change mitigation and adaptation, risk and disaster management; and promotes, regulates and coordinates the sustainable use of natural resources (land and water).

Expenditure trends and estimates

Table 24.10 Forestry and Natural Resources Management expenditure trends and estimates by subprogramme and economic classification

Subprogramme				Adjusted appropriation	Average growth rate (%)	Expenditure/ Total: Average (%)	Medium-term expenditure estimate			Average growth rate (%)	Expenditure/ Total: Average (%)
Audited outcome							2016/17	2017/18	2018/19		
R million	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2012/13 - 2015/16		2016/17	2017/18	2018/19	2015/16 - 2018/19	
Management	2.0	4.3	6.0	41.8	177.6%	1.2%	3.5	3.6	3.8	-55.1%	1.4%
Forestry Operations	429.4	468.2	454.8	450.7	1.6%	39.7%	477.1	493.2	512.8	4.4%	50.7%
Forestry Oversight and Regulation	46.2	48.4	49.3	56.6	7.0%	4.4%	57.3	59.2	61.7	2.9%	6.2%
Natural Resources Management	714.2	623.8	793.5	357.2	-20.6%	54.7%	407.7	405.3	424.3	5.9%	41.8%
Total	1 191.8	1 144.7	1 303.6	906.2	-8.7%	100.0%	945.6	961.4	1 002.5	3.4%	100.0%
Change to 2015				(0.3)			(8.5)	(26.1)	(42.2)		
Budget estimate											
Economic classification											
Current payments	591.9	640.7	661.3	712.9	6.4%	57.3%	744.6	768.7	800.0	3.9%	79.3%
Compensation of employees	455.6	482.5	491.2	507.4	3.7%	42.6%	553.7	566.3	586.3	4.9%	58.0%
Goods and services	135.5	157.8	169.8	203.9	14.6%	14.7%	189.9	201.0	212.3	1.3%	21.2%
of which:											
Contractors	2.8	19.0	19.5	11.4	59.1%	1.2%	16.0	15.8	16.4	12.9%	1.6%
Agency and support/outsourced services	15.5	15.7	19.8	25.9	18.7%	1.7%	40.6	40.8	41.7	17.2%	3.9%

Table 24.10 Forestry and Natural Resources Management expenditure trends and estimates by subprogramme and economic classification

Economic classification				Adjusted appropriation	Average growth rate (%)	Expenditure/ Total: Average (%)	Medium-term expenditure estimate			Average growth rate (%)	Expenditure/ Total: Average (%)
Audited outcome											
R million	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2012/13 - 2015/16	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2015/16 - 2018/19	2018/19
Fleet services (including government motor transport)	2.2	3.6	5.3	8.2	55.9%	0.4%	8.2	8.3	9.5	5.1%	0.9%
Consumable supplies	28.3	28.0	25.4	29.3	1.2%	2.4%	27.0	28.5	31.2	2.1%	3.0%
Property payments	8.9	15.4	20.7	19.6	29.9%	1.4%	17.5	19.5	20.1	0.8%	2.0%
Travel and subsistence	46.3	35.6	38.7	31.8	-11.8%	3.3%	29.2	32.5	33.5	1.8%	3.3%
Interest and rent on land	0.9	0.4	0.3	1.5	21.0%	0.1%	1.0	1.3	1.4	-2.6%	0.1%
Transfers and subsidies	540.5	433.6	595.6	147.4	-35.1%	37.8%	157.9	146.3	154.6	1.6%	15.9%
Provinces and municipalities	509.8	409.7	562.3	124.4	-37.5%	35.3%	146.8	134.7	142.5	4.6%	14.4%
Departmental agencies and accounts	3.0	3.0	3.0	3.0	-0.1%	0.3%	3.0	3.0	3.0	—	0.3%
Higher education institutions	4.0	2.2	2.3	2.5	-15.1%	0.2%	2.6	2.8	2.9	6.0%	0.3%
Public corporations and private enterprises	0.1	0.1	0.0	—	-100.0%	—	—	—	—	—	—
Non-profit institutions	3.5	9.9	14.2	12.9	54.5%	0.9%	5.1	5.4	5.6	-24.1%	0.8%
Households	20.1	8.8	13.8	4.7	-38.4%	1.0%	0.4	0.5	0.5	-52.2%	0.2%
Payments for capital assets	59.3	70.3	46.7	45.9	-8.2%	4.9%	43.0	46.3	48.0	1.5%	4.8%
Buildings and other fixed structures	0.1	0.0	0.1	0.0	-37.5%	—	—	—	—	-100.0%	—
Machinery and equipment	59.1	70.3	46.6	45.7	-8.2%	4.9%	42.9	46.2	47.9	1.5%	4.8%
Biological assets	—	—	—	0.2	—	—	0.1	0.1	0.1	-10.1%	—
Payments for financial assets	0.1	0.1	0.0	—	-100.0%	—	—	—	—	—	—
Total	1 191.8	1 144.7	1 303.6	906.2	-8.7%	100.0%	945.6	961.4	1 002.5	3.4%	100.0%
Proportion of total programme expenditure to vote expenditure	20.5%	18.7%	19.7%	14.1%	—	—	14.9%	14.3%	14.3%	—	—
Details of selected transfers and subsidies											
Households											
Other transfers to households											
Current	13.8	0.0	0.0	—	-100.0%	0.3%	—	—	—	—	—
Avian influenza	13.8	—	—	—	-100.0%	0.3%	—	—	—	—	—
Departmental agencies and accounts											
Departmental agencies (non-business entities)											
Current	3.0	3.0	3.0	3.0	-0.1%	0.3%	3.0	3.0	3.0	—	0.3%
Water Research Commission	3.0	3.0	3.0	3.0	—	0.3%	3.0	3.0	3.0	—	0.3%
Provinces and municipalities											
Municipalities											
Municipal bank accounts											
Current	0.0	0.6	0.7	0.8	181.4%	—	0.8	0.8	0.8	0.8%	0.1%
Vehicle licences	0.0	0.1	0.2	0.2	72.6%	—	0.2	0.2	0.2	3.2%	—
Forestry Arbour City Awards	—	0.5	0.5	0.6	—	—	0.6	0.6	0.6	—	0.1%
Households											
Social benefits											
Current	6.2	8.7	13.8	4.7	-9.0%	0.7%	0.4	0.5	0.5	-52.2%	0.2%
Employee social benefits	6.2	8.7	13.8	4.7	-9.0%	0.7%	0.4	0.5	0.5	-52.2%	0.2%
Non-profit institutions											
Current	3.5	9.9	14.2	12.9	54.5%	0.9%	5.1	5.4	5.6	-24.1%	0.8%
Forestry South Africa	3.5	5.8	6.0	4.4	8.1%	0.4%	4.7	5.0	5.2	5.9%	0.5%
Centre for International Forestry Research	—	—	0.1	—	—	—	—	—	—	—	—
Food and Trees for Africa	—	—	0.2	0.4	—	—	0.4	0.4	0.4	—	—
Lima Rural Development Foundation	—	4.1	7.8	8.1	—	0.4%	—	—	—	-100.0%	0.2%
Provinces and municipalities											
Provinces											
Provincial Revenue Funds											
Current	509.8	409.1	561.6	123.6	-37.6%	35.3%	146.0	133.9	141.7	4.7%	14.3%
LandCare programme grant: Poverty relief and infrastructure development	111.6	105.8	67.8	65.0	-16.5%	7.7%	69.3	73.6	77.9	6.2%	7.5%
Comprehensive agricultural support programme grant: Disasters: Flood damaged infrastructure	398.2	303.3	493.8	58.6	-47.2%	27.6%	76.7	60.3	63.8	2.9%	6.8%
Higher education institutions											
Current	4.0	2.2	2.3	2.5	-15.1%	0.2%	2.6	2.8	2.9	6.0%	0.3%
University of Pretoria	4.0	2.2	2.3	2.5	-15.1%	0.2%	2.6	2.8	2.9	6.0%	0.3%

Programme 6: Fisheries

Programme purpose

Promote the development, management, monitoring and sustainable use of marine living resources and the development of the fisheries sector.

Objectives

- Ensure increased productivity in prioritised areas as well as value chains by:
 - supporting 24 Operation Phakisa aquaculture projects by 2018/19
 - conducting 2 new research studies on genetics and nutrition for aquaculture species by 2018.
- Lead and coordinate government food security initiatives by:
 - developing sector specific policies and allocating rights to 9 fishing sectors by 2018/19
 - allocating rights to registered small scale fisheries cooperatives by 2018/19.
- Contribute to poverty alleviation and promote food security by:
 - developing and implementing the small scale fisheries policy for the allocation of fishing rights to small scale fisheries cooperatives by 2019/20
 - implementing the cooperative development and support programme by 2019/20.
- Ensure the conservation, protection, rehabilitation and recovery of depleted and degraded natural resources by:
 - developing recovery plans in prioritised areas of fish stocks such as abalone, west coast rock lobsters and deep water hake by 2018/19
 - compiling 1 research report to indicate the levels of fish stock to ensure the sustainability of resources and the industry by 2018/19
 - conducting 4 548 compliance and enforcement measures in the 4 prioritised fisheries sectors (abalone, west coast rock lobster, line fish and deep water hake) over the medium.

Subprogrammes

- *Management* oversees and manages the programme.
- *Aquaculture* ensures growth and economic development of the aquaculture and fisheries industries for sustainable livelihoods by providing public support and an integrated platform for the management of aquaculture.
- *Monitoring Control and Surveillance* ensures the protection and promotion of sustainable use of marine living resources by intensifying enforcement and compliance.
- *Marine Resources Management* ensures the sustainable, equitable and orderly utilisation of and access to marine living resources through improved management and regulation.
- *Fisheries Research and Development* ensures the promotion of the sustainable development of fisheries resources and ecosystems by conducting and supporting appropriate research.
- *Marine Living Resources Fund* receives transfers for the management and sustainable use of marine living resources to supplement the revenue received from levies on fish and fish products, permits, licences and application fees, as well as proceeds from the sale of confiscated fish and fish products.

Expenditure trends and estimates

Table 24.11 Fisheries expenditure trends and estimates by subprogramme and economic classification

Subprogramme	Audited outcome			Adjusted appropriation	Average growth rate (%)	Expenditure/ Total: Average (%)	Medium-term expenditure estimate			Average growth rate (%)	Expenditure/ Total: Average (%)
	2012/13	2013/14	2014/15				2016/17	2017/18	2018/19		
R million					2012/13 - 2015/16	2015/16				2015/16 - 2018/19	
Management	0.9	0.7	3.2	2.2	32.8%	0.4%	3.0	3.1	3.2	14.2%	0.6%
Aquaculture	28.7	35.8	30.0	32.8	4.5%	7.0%	37.8	39.0	40.3	7.1%	7.9%
Monitoring Control and Surveillance	68.2	72.6	78.1	88.0	8.8%	16.8%	84.9	87.5	90.6	1.0%	18.5%
Marine Resources Management	17.4	18.0	19.2	20.4	5.4%	4.1%	22.3	23.0	23.8	5.4%	4.7%
Fisheries Research and Development	52.7	57.0	58.1	63.4	6.3%	12.7%	68.8	70.8	73.4	5.0%	14.6%
Marine Living Resources Fund	316.4	253.5	251.3	258.6	-6.5%	59.1%	241.8	252.3	266.6	1.0%	53.7%
Total	484.3	437.7	439.8	465.3	-1.3%	100.0%	458.6	475.7	498.0	2.3%	100.0%
Change to 2015 Budget estimate				22.0			(4.3)	(12.8)	(18.9)		
Economic classification											
Current payments	166.7	177.9	188.0	206.6	7.4%	40.5%	216.8	223.5	231.3	3.8%	46.3%
Compensation of employees	166.7	177.9	188.0	206.6	7.4%	40.5%	216.8	223.5	231.3	3.8%	46.3%
Transfers and subsidies	317.7	254.1	251.7	258.6	-6.6%	59.2%	241.8	252.3	266.6	1.0%	53.7%
Departmental agencies and accounts	316.4	253.5	251.3	258.6	-6.5%	59.1%	241.8	252.3	266.6	1.0%	53.7%
Households	1.3	0.6	0.4	-	-100.0%	0.1%	-	-	-	-	-
Payments for capital assets	-	5.7	-	-	-	0.3%	-	-	-	-	-
Buildings and other fixed structures	-	5.7	-	-	-	0.3%	-	-	-	-	-
Total	484.3	437.7	439.8	465.3	-1.3%	100.0%	458.6	475.7	498.0	2.3%	100.0%
Proportion of total programme expenditure to vote expenditure	8.3%	7.2%	6.6%	7.3%	-	-	7.2%	7.1%	7.1%	-	-
Details of selected transfers and subsidies											
Departmental agencies and accounts											
Departmental agencies (non-business entities)											
Current	316.4	253.5	251.3	258.6	-6.5%	59.1%	241.8	252.3	266.6	1.0%	53.7%
Marine Living Resources Fund	316.4	253.5	251.3	258.6	-6.5%	59.1%	241.8	252.3	266.6	1.0%	53.7%

Entities

Agricultural Research Council

Mandate

The Agricultural Research Council was established in terms of the Agricultural Research Act (1990) and is the main agricultural research institution in South Africa. In terms of the act, the council's primary mandate is to conduct research and development, and effect the transfer of technology in order to promote agriculture and industry, contribute to a better quality of life, and facilitate and ensure the conservation of natural resources.

Selected performance indicators

Table 24.12 Agricultural Research Council performance indicators by programme/objective/activity and related outcome

Indicator	Programme/Objective/Activity	Outcome	Past			Current	Projections		
			2012/13	2013/14	2014/15		2016/17	2017/18	2018/19
Number of peer reviewed scientific publications per year	Crop production, improvement and protection	Outcome 7: Comprehensive rural development and land reform	87	90	110	94	105	132	131
Number of cultivars registered per year	Crop production, improvement and protection		12	13	12	12	16	17	17
Number of peer reviewed scientific publications per year	Animal health, improvement and protection		84	75	92	90	98	107	117
Number of peer reviewed scientific publications per year	Natural resource management		65	54	109	79	85	94	103
Number of peer reviewed scientific publications per year	Mechanisation and engineering		1	0 ¹	3	7	8	9	10
Number of peer reviewed scientific publications per year	Agro-processing, food technology and safety		24	22	15	35	38	43	48
Number of peer reviewed scientific publications per year	Smallholder Agricultural development		7	1	0 ¹	4	8	8	9

Additional table: Summary of expenditure on infrastructure

Project name	Service delivery outputs	Current project stage	Total project cost	Audited outcome			Adjusted appropriation	Medium-term expenditure estimate		
				2012/13	2013/14	2014/15		2016/17	2017/18	2018/19
Departmental infrastructure										
Small projects (total project cost of less than R250 million over the project life cycle)										
Drilling of boreholes	Siting, drilling and testing of boreholes for small scale farmers identified in priority projects by provinces	Various	200.0	8.3	10.4	10.6	9.6	9.4	10.0	10.5
Foot-and-mouth disease border fence	Repair and construction of foot and mouth disease fence in priority areas identified by the animal health directorate	Various	250.0	21.9	23.7	29.5	28.2	24.3	25.7	27.1
KwaZulu-Natal: Durban	Site clearance	Feasibility	17.7	0.1	0.1	0.1	–	–	–	–
Western Cape: Stellenbosch	Construction of additional office accommodation	Handed over	16.3	0.2	–	–	–	–	–	–
Northern Cape: Upington	Upgrading of offices, storeroom and construction of evaporation pan and laboratory	Feasibility	5.0	–	0.4	–	0.4	0.2	1.2	2.8
Western Cape: Stellenbosch	Construction of agrochemical store	Handed over	44.0	0.4	–	–	–	–	–	–
Grootfontein Agricultural Development Institute	Minor upgrading and repairs	Handed over	1.9	1.3	0.9	0.1	–	–	–	–
Western Cape: Cape Town	Sniffer dog kennels	Feasibility	5.8	–	–	–	0.2	2.6	1.0	2.0
Gauteng: Pretoria	Upgrading of reception areas: Agriculture Place, Harvest House and Sefala	Design	2.6	–	0.8	–	0.9	0.4	0.3	0.2
Limpopo: Mutale municipal district	Construction of a seed bank Mutale (Project on hold pending the finalisation of site clearance for construction)	On hold	3.8	–	–	0.2	0.6	0.7	1.3	1.1
Eastern Cape: Sterkspruit	Construction of a seed bank: Mthatha (Project on hold pending the finalisation of site clearance for construction)	On hold	6.4	–	–	0.1	0.8	0.5	2.0	3.0
Western Cape: Stellenbosch (plant health laboratory)	Alterations to Polka Draai Road entrance in terms of traffic regulations	On hold	1.3	–	–	–	0.3	0.2	0.4	0.4
Mpumalanga: Skukuza (alterations to offices/laboratories)	Upgrading of existing buildings and laboratories	Design	5.3	0.2	0.3	0.1	0.2	3.7	0.5	0.3
Western Cape: Stellenbosch	Upgrading of electrical substation	Construction	0.7	–	–	–	0.7	–	–	–
Installation of back up generators	Installation of back up generators	Identification	4.0	–	–	–	–	1.7	2.7	–
Gauteng: Pretoria	Revamping of parking area at Harvest House	Design	4.9	–	–	0.4	2.4	1.3	0.3	0.5
Western Cape: Cape Town	Minor capital projects along South Africa's coastline	Design	0.9	–	–	0.4	0.6	0.5	–	–
KwaZulu-Natal: Durban	Construction of animal quarantine station	Design	58.7	–	–	3.0	1.0	0.7	11.4	13.5
Western Cape: Stellenbosch (plant health laboratory)	Upgrade and maintenance of building and laboratory facility (glasshouses and tunnels)	Design	54.6	–	–	2.6	21.9	15.3	–	–
Gauteng: Roodeplaat	Repair and installation of the infrastructure at the Plant Genetic Resources Centre	Design	18.0	0.3	0.3	–	2.5	3.0	8.0	4.0
Western Cape: Cape Town	Repair and maintenance of fisheries harbours along the coastline	Design	2.6	–	–	–	1.6	–	1.0	–
Western Cape: Cape Town	Upgrade of student centre and laboratories at Sea Point	Pre-feasibility	4.8	–	–	–	1.1	0.7	1.0	2.0

Additional table: Summary of expenditure on infrastructure

Project name	Service delivery outputs	Current project stage	Total project cost	Audited outcome			Adjusted appropriation	Medium-term expenditure estimate		
				2012/13	2013/14	2014/15		2016/17	2017/18	2018/19
R million										
Mutale	Site clearance and acquisition of land for the construction of a seed bank at Mutale	Feasibility	0.7	-	-	-	0.5	0.3	-	-
Gauteng: Pretoria	Repair and maintenance of Sefala building	Handed over	1.1	1.1	-	-	-	-	-	-
Gauteng: Pretoria	Repair and maintenance of Harvest House	Complete	0.1	0.1	-	-	-	-	-	-
Gauteng: Pretoria	Repair and maintenance of Agriculture Place	Complete	0.7	0.7	-	-	-	-	-	-
Pretoria: 110 Hamilton building	Repair and maintenance	Complete	1.1	1.1	-	-	-	-	-	-
Gauteng: Pretoria multi-locking systems	Installation of multilocking systems in various forestry offices	Various	2.3	2.3	-	-	-	-	-	-
Various maintenance and repair projects	Various maintenance and repair projects	Identification	6.4	-	1.9	-	0.2	1.5	0.9	1.0
Spitskop Conservation Area	Maintenance and repair of existing soil conservation structures	Various	8.4	-	8.4	-	-	-	-	-
Gauteng: Pretoria	Upgrading of offices/laboratories at Roodeplaat	Complete	0.1	-	-	0.1	-	-	-	-
Gauteng: Kempton Park	Repairs and maintenance of animal quarantine station	Feasibility	7.1	-	-	-	0.2	0.2	4.2	2.5
Western Cape: Minerton	Upgrading of animal quarantine station	Complete	4.7	-	-	-	-	0.5	0.2	4.0
Groodfontein Agricultural Development Institute	Upgrading of infrastructure of Groodfontein Agriculture Development Institute	Feasibility	10.8	-	-	-	0.4	3.4	3.0	4.1
Eastern Cape: Sterkspruit	Site clearance of seed bank at Sterkspruit	Feasibility	1.1	-	-	-	0.8	0.3	-	0.3
Large projects (total project cost of at least R250 million but less than R1 billion over the project life cycle)										
Animal production, health and improvement	Facility for vaccine for foot and mouth disease	Complete	149.1	105.3	-	-	-	-	-	-
Comprehensive agricultural support programme grant: Flood damaged infrastructure	Damaged agricultural infrastructure repaired and soil rehabilitation undertaken	Various	1 845.0	398.2	303.3	493.8	58.6	76.7	60.3	63.8
Understepport Biological Products	Building and facility for vaccine production	Various	492.4	-	96.5	127.5	268.4	-	-	-
Small projects (total project cost of less than R250 million over the project life cycle)										
Agriculture Research Council: Maintenance of infrastructure	Maintenance of building for Research and Development	Various	84.1	13.9	14.6	15.5	16.2	17.1	17.9	19.0
Total			3 324.2	555.2	461.5	684.0	418.1	165.0	153.3	162.1

Gabon

ARCHITECTURE BUDGETAIRE PAR MISSIONS - PROGRAMMES - ACTIONS

CODE MISSION	MISSIONS	CODE PROGRAMME	PROGRAMMES/DOTATIONS	CODE ACTION	ACTIONS	MINISTERES, HAUTES INSTITUTIONS ET AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	CODE MINI
1	Action extérieure du Gabon	1.101	Affaires Etrangères	1.101.1	Conduite et Coordination de l'Action diplomatique	Ministère des Affaires étrangères, de la	25
				1.101.2	Promotion de la paix et de la sécurité internationale	Ministère des Affaires étrangères, de la	25
		1.108	Intégration africaine et Coopération internationale	1.108.1	Intégration régionale et sous-régionale	Ministère des Affaires étrangères, de la	25
				1.108.2	Coopération bilatérale et multilatérale	Ministère des Affaires étrangères, de la	25
		1.115	Affaires consulaires	1.115.1	Offre de services publics aux gabonais à l'étranger	Ministère des Affaires étrangères, de la	25
				1.115.2	Circulation des personnes	Ministère des Affaires étrangères, de la	25
		1.122	Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon	1.122.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	Ministère des Affaires étrangères, de la	25
				1.122.2	Coordination Administrative	Ministère des Affaires étrangères, de la	25
		1.129	Gabonais de l'étranger	1.129.1	Gestion de la diaspora	Ministère des Droits Humains, de l'Egalité	23
				1.129.2	Consolidation des liens avec la mère patrie	Ministère des Droits Humains, de l'Egalité	23
2	Administration du territoire	2.136	Administration territoriale	2.136.1	Gestion et coordination de l'administration du territoire	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Pu	42
				2.136.2	Gestion des frontières	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Pu	42
				2.136.3	Vie démocratique	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Pu	42
		2.143	Décentralisation	2.143.1	Elaboration de la stratégie et pilotage de la politique de décentralisation	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Pu	42
				2.143.2	Assistance aux collectivités locales	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Pu	42
		2.150	Prévention et gestion des catastrophes	2.150.1	Prévention et réduction des risques des catastrophes	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Pu	42
				2.150.2	Gestion des catastrophes	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Pu	42
		2.157	Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	2.157.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Pu	42
				2.157.2	Coordination Administrative	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Pu	42
		3	Agriculture, élevage et pêche	3.164	Agriculture	3.164.1	Caractérisation et sécurisation de zones agricoles
3.164.2	Introduction, production, certification et diffusion des semences					Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
3.164.3	Production et protection des végétaux					Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
3.164.4	Transformation et commercialisation des produits agricoles					Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
3.164.5	Sécurité Alimentaire					Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
3.171	Elevage			3.171.1	Productions animales	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
				3.171.2	Production et diffusion des semences animales	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
				3.171.3	Transformation, commercialisation et contrôle qualité des produits d'élevage	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
				3.171.4	Lutte contre les maladies animales	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
3.178	Pêche et aquaculture			3.178.1	Pêche industrielle	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
				3.178.2	Pêche artisanale	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
				3.178.3	Aquaculture	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
				3.178.4	Evaluation de la ressource	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
				3.178.5	Transformation, commercialisation et contrôle qualité des produits de pêche	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
3.185	Développement rural			3.185.1	Organisation et Encadrement du monde rural	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
				3.185.2	Aménagement des terres agricoles et des territoires ruraux	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
3.192	Pilotage et Soutien aux politiques agricole, d'élevage et de pêche			3.192.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61
		3.192.2	Coordination administrative	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, d	61		

CODE MISSION	MISSIONS	CODE PROGRAMME	PROGRAMMES/DOTATIONS	CODE ACTION	ACTIONS	MINISTERES, HAUTES INSTITUTIONS ET AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	CODE MINI
4	Aménagement du territoire et tourisme	4.199	Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	4.199.1	Appui et conseil aux collectivités locales	Ministère des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Urbanisme	64
				4.199.2	Coordination territoriale des politiques	Ministère des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Urbanisme	64
		4.206	Tourisme	4.206.1	Valorisation du patrimoine touristique	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Commerce	54
				4.206.2	Hôtellerie	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Commerce	54
5	Conseil et Contrôle	5.213	Conseil Economique et Social (CES)	5.213.1	Conseil Economique et Social (CES)	Conseil Économique et Social	26
		5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	5.220.1	Conseil National de la Démocratie (CND)	Conseil National de la Démocratie	28
		5.227	Conseil National de la Communication (CNC)	5.227.1	Conseil National de la Communication (CNC)	Conseil National de la Communication	27
		5.234	Cour de Cassation	5.234.1	Cour de Cassation	Cour de Cassation	18
		5.241	Cour des Comptes	5.241.1	Cour des Comptes	Cour des Comptes	17
		5.248	Conseil d'Etat	5.248.1	Conseil d'Etat	Conseil d'État	14
		5.255	Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	5.255.1	Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	46
		5.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	5.262.1	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	29
		5.269	Médiature	5.269.1	Médiature	Médiature de la République	47
		5.276	Cour de sûreté	5.276.1	Cour de sûreté	Cour de Sureté	19
		5.283	Commission Nationale de droits de l'Homme	5.283.1	Commission Nationale de droits de l'Homme	Commission Nationale des Droits de l'Homme	49
		5.286	Commission Nationale de Protection des Données à cartactère Personnel	5.286.1	Commission Nationale de Protection des Données à cartactère Personnel	Commission Nationale de Protection des Données à cartactère Personnel	

CODE MISSION	MISSIONS	CODE PROGRAMME	PROGRAMMES/DOTATIONS	CODE ACTION	ACTIONS	MINISTERES, HAUTES INSTITUTIONS ET AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	CODE MINI
6	Culture et Education Populaire	6.290	Culture	6.290.1	Création artistique	Ministère de la Culture, des Arts et de l'É	85
				6.290.2	Patrimoine et développement culturels	Ministère de la Culture, des Arts et de l'É	85
		6.297	Education populaire	6.297.1	Alphabétisation	Ministère de la Culture, des Arts et de l'É	85
				6.297.2	Mobilisation sociale	Ministère de la Culture, des Arts et de l'É	85
		6.304	Pilotage et Soutien aux politiques de culture et d'éducation populaire	6.304.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	Ministère de la Culture, des Arts et de l'É	85
				6.304.2	Coordination administrative	Ministère de la Culture, des Arts et de l'É	85
7	Défense	7.311	Préparation et emploi des forces	7.311.1	Coordination générale et formation inter-armées	Ministère de la Défense nationale	31
				7.311.2	Préparation des forces terrestres	Ministère de la Défense nationale	31
				7.311.3	Préparation des forces navales	Ministère de la Défense nationale	31
				7.311.4	Préparation des forces aériennes	Ministère de la Défense nationale	31
				7.311.5	Renseignement militaire	Ministère de la Défense nationale	31
				7.311.6	Génie militaire	Ministère de la Défense nationale	31
				7.311.7	Sécurité civile (corps des sapeurs pompiers)	Ministère de la Défense nationale	31
		7.318	Equipement des forces	7.318.1	Equipement des forces terrestres	Ministère de la Défense nationale	31
				7.318.2	Equipement des forces aériennes	Ministère de la Défense nationale	31
				7.318.3	Equipement sapeurs pompiers	Ministère de la Défense nationale	31
				7.318.4	Equipement de la gendarmerie nationale	Ministère de la Défense nationale	31
				7.318.5	Equipement de la marine nationale	Ministère de la Défense nationale	31
		7.325	Garde Républicaine	7.325.1	Préparation et emploi des forces de la garde républicaine	Ministère de la Défense nationale	31
				7.325.2	Equipement de la garde républicaine	Ministère de la Défense nationale	31
				7.325.3	Vie du soldat de la garde républicaine	Ministère de la Défense nationale	31
		7.332	Vie du soldat	7.332.1	Activités socio-culturelles et sportives du soldat	Ministère de la Défense nationale	31
				7.332.2	Santé militaire	Ministère de la Défense nationale	31
				7.332.3	Logement	Ministère de la Défense nationale	31
				7.332.4	Condition du militaire en retraite et anciens combattants	Ministère de la Défense nationale	31
		7.339	Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	7.339.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	Ministère de la Défense nationale	31
				7.339.2	Coordination administrative	Ministère de la Défense nationale	31
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	8.346	Coordination du travail gouvernemental	8.346.1	Animation et suivi du travail gouvernemental	Primature	15
				8.346.2	Documentation et gestion de l'information	Primature	15
				8.346.3	Surveillance gouvernementale de la gestion publique	Primature	15
				8.346.4	Refondation de l'Etat	Primature	16
		8.353	Coordination des politiques urbaines	8.353.1	Suivi et évaluation du développement urbain	Primature	15
				8.353.2	Stratégie de développement de la ville	Primature	15
		8.360	Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	8.360.1	Pilotage stratégique de la Primature	Primature	15
				8.360.2	Coordination administrative des services de la Primature	Primature	15
		8.367	Relations avec le parlement et les institutions constitutionnelles	8.367.1	Relations avec le Parlement	Ministère de la communication, des Rel	21
				8.367.2	Relations avec les autres institutions constitutionnelles	Ministère de la communication, des Rel	21
		8.374	Pilotage et Soutien aux politiques de communication et des relations avec les institutions constitutionnelles	8.374.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	Ministère de la communication, des Rel	21
				8.374.2	Coordination administrative	Ministère de la communication, des Rel	21

CODE MISSION	MISSIONS	CODE PROGRAMME	PROGRAMMES/DOTATIONS	CODE ACTION	ACTIONS	MINISTERES, HAUTES INSTITUTIONS ET AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	CODE MINI
22	Prévoyance sociale	22.752	Protection et promotion de la famille	22.752.1	Famille et enfant	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	93
				22.752.2	Personnes âgées	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	93
				22.752.3	Appui aux conjoints survivants et orphelins	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	94
				22.752.4	Promotion de la femme et du Genre	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	93
		22.759	Solidarité sociale	22.759.1	Soutien en faveur des personnes en situation de vulnérabilité	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	93
				22.759.2	Aide à l'insertion aux personnes vivant avec un handicap	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	93
				22.759.3	Renforcement de la cohésion sociale	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	93
				22.759.4	Soutien et le Développement des associations et des réseaux de l'Action Sociale	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	93
		22.766	Protection sociale	22.766.1	Couverture sociale	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	93
				22.766.2	Promotion des mutuelles	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	93
		22.773	Pilotage et Soutien à la politique de protection sociale	22.773.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	93
				22.773.2	Coordination administrative	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	93
23	Provisions	23.780	Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	23.780.1	Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Ministère du Budget et des Comptes Pu	51
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	24.787	Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	24.787.1	Développement des infrastructures énergétiques	Ministère de l'Energie et des Ressourc	67
				24.787.2	Développement des énergies renouvelables	Ministère de l'Energie et des Ressourc	67
				24.787.3	Electrification et contrôle du service public de l'électricité en milieu urbain	Ministère de l'Energie et des Ressourc	67
				24.787.4	Electrification et contrôle du service public de l'électricité en milieu rural	Ministère de l'Energie et des Ressourc	67
				24.787.5	Maîtrise de l'énergie	Ministère de l'Energie et des Ressourc	67
		24.794	Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	24.794.1	Gestion, planification de la ressource en eau et des services d'assainissement	Ministère de l'Energie et des Ressourc	67
				24.794.2	Développement et gestion des infrastructures hydrauliques et d'assainissement	Ministère de l'Energie et des Ressourc	67
		24.801	Gestion de la radioactivité	24.801.1	Normes en matière de radioactivité	Ministère de l'Energie et des Ressourc	67
				24.801.2	Contrôle de l'utilisation des sources de rayonnement ionisant	Ministère de l'Energie et des Ressourc	67
		24.808	Pilotage et Soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	24.808.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	Ministère de l'Energie et des Ressourc	67
				24.808.2	Coordination administrative	Ministère de l'Energie et des Ressourc	67
		24.815	Gestion et contrôle des activités pétrolières	24.815.1	Gestion et suivi des activités de recherche et de production des hydrocarbures	Ministère du Pétrole et des Hydrocarbur	68
				24.815.2	Gestion et suivi des activités de raffinage et de transformation des hydrocarbures	Ministère du Pétrole et des Hydrocarbur	68
				24.815.3	Valorisation et commercialisation des hydrocarbures et de leurs dérivés	Ministère du Pétrole et des Hydrocarbur	68
				24.815.4	Elaboration de la réglementation et le contrôle des activités pétrolières	Ministère du Pétrole et des Hydrocarbures	
		24.822	Pilotage et Soutien aux politiques pétrolière et d'hydrocarbures	24.822.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	Ministère du Pétrole et des Hydrocarbur	68
				24.822.2	Coordination administrative	Ministère du Pétrole et des Hydrocarbur	68

CODE MISSION	MISSIONS	CODE PROGRAMME	PROGRAMMES/DOTATIONS	CODE ACTION	ACTIONS	MINISTERES, HAUTES INSTITUTIONS ET AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	CODE MINI
25	Santé	25.829	Prévention et sécurité sanitaire	25.829.1	Vaccination	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
				25.829.2	Hygiène sanitaire	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
				25.829.3	Education et sensibilisation sur les pathologies	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
				25.829.4	Contrôle de la qualité des médicaments et des produits spécifiques	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
				25.829.5	protection maternelle et infantile	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
				25.829.6	Prévention et lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
		25.836	Offre et accès aux soins	25.836.1	Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
				25.836.2	Développement des ressources humaines du secteur sanitaire	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
				25.836.3	Accès au médicament et aux produits spécifiques	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
				25.836.4	Transfert et évacuation sanitaires	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
		25.843	Lutte contre le SIDA	25.843.1	Prévention et lutte multisectorielle contre le SIDA	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
				25.843.2	Prise en charge des malades du SIDA	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
		25.850	Pilotage et Soutien à la politique de santé et de prévoyance sociale	25.850.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
				25.850.2	Coordination administrative	Ministère de la Santé et de la Prévoyance	91
26	Sécurité	26.857	Gendarmerie Nationale	26.857.1	Protection des personnes, des biens et des parcs nationaux	Ministère de la Défense Nationale	31
				26.857.2	Maintien et rétablissement de l'ordre public	Ministère de la Défense Nationale	31
				26.857.3	Sécurité routière	Ministère de la Défense Nationale	31
				26.857.4	Renseignement sécuritaire	Ministère de la Défense Nationale	31
		26.864	Police Nationale	26.864.1	Protection des personnes et des biens	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique	42
				26.864.2	Maintien et rétablissement de l'ordre public	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique	42
				26.864.3	Lutte contre le grand banditisme (Police Judiciaire)	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique	42
				26.864.4	Sécurité routière	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique	42
				26.864.5	Carte Nationale d'Identité	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique	42
				26.864.6	Vie du policier	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique	42
				26.864.7	Gestion des emi-immigrations	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique	42
				26.864.8	Renseignements généraux	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique	42

TITRE PREMIER : CREDITS OUVERTS

CHAPITRE NEUVIEME : PROGRAMMES, OBJECTIFS, INDICATEURS,
AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**ARTICLE VINGT-SIXIEME :**

Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts sur les programmes concourant à la réalisation des objectifs assortis d'indicateurs sont fixés comme suit :

Unité : milliers F.CFA)

N°	Programme		OBJECTF	INDICATEUR	AE	CP
	CODE	LIBELLE				
	CHAPITRE 01 -		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		48 001 900	48 001 900
1	001	FORMULATION ET COORDINATION DE L'ACTION PRESIDENTIELLE	Assurer la mise en œuvre du Programme des Grandes Réalisations	niveau de suivi de la mise en œuvre des actions approuvées par le Président de la République	20 129 233	20 129 233
2	002	PROTECTION PRESIDENTIELLE ET INTEGRITE DU TERRITOIRE	Préserver l'intégrité du territoire national et la stabilité politique	Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions	10 290 886	10 290 886
3	003	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ET SES SERVICES RATTACHES	Appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels	Taux global de réalisation des actions budgétisées	17 581 781	17 581 781
	CHAPITRE 02 -		SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE		11 019 000	11 019 000
4	016	FORMULATION ET COORDINATION DE L'ACTION PRESIDENTIELLE	Contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le programme des grandes réalisations	Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République	1 183 089	1 183 089
5	018	PROTECTION PRESIDENTIELLE ET INTEGRITE DU TERRITOIRE	Contribuer à la préservation de l'intégrité du territoire national et la stabilité politique	Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions	9 835 911	9 835 911
	CHAPITRE 03 -		ASSEMBLEE NATIONALE		18 523 100	18 523 100
6	032	RENFORCEMENT DU CONTROLE PARLEMENTAIRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	Contribuer à l'efficacité des politiques publiques	Taux de contrôle du Programme d'Investissement Prioritaire du Gouvernement	3 550 000	3 550 000
7	033	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	Appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels	Degré de motivation du personnel de l'Assemblée Nationale	13 773 100	13 773 100

16	079	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES	Améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINREX	11 118 033	11 118 033
CHAPITRE 07 -		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			43 345 200	42 162 000
17	094	DÉVELOPPEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION CIVILE	Améliorer la protection des personnes, des biens et de l'environnement face aux risques, aux catastrophes et à leurs effets	Nombre de Départements disposant d'un plan d'organisation de secours (ORSEC) opérationnel	2 964 700	2 964 700
18	095	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINATD.	Taux de réalisation des activités budgétisées au MINATD.	9 874 735	9 874 735
19	092	MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	Assurer une administration efficace et une gestion optimale du territoire national en vue de la sécurité des personnes et des biens.	Proportion d'unités administratives disposant d'infrastructures à usage de bureaux et de résidences équipées.	23 147 327	21 964 127
20	093	APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION	Accompagner et évaluer l'action des CTD en vue du développement local.	Taux de réalisation des actions inscrites dans la Stratégie Nationale de la Décentralisation.	7 358 438	7 358 438
CHAPITRE 08 -		MINISTERE DE LA JUSTICE			46 898 000	44 810 000
21	107	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR JUSTICE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes.	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère.	8 570 436	8 270 436
22	108	AMELIORATION DE L'ACTIVITE JURIDICTIONNELLE	Améliorer l'accès et la qualité du service public de la justice.	Délais de traitement des affaires	27 388 567	26 215 567
23	109	AMELIORATION DE LA POLITIQUE PENITENTIAIRE	Améliorer les conditions de détention et préparer à la réinsertion sociale des détenus	Taux de couverture des besoins essentiels des détenus	10 938 997	10 323 997
CHAPITRE 09 -		COUR SUPREME			4 387 000	4 387 000
24	121	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR COUR SUPREME	Appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels de la Cour Suprême	Taux d'exécution du budget de la Cour Suprême	3 689 500	3 689 500

34	152	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées à la DGSN	75 162 782	74 752 782
35	154	RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE DES FRONTIERES	Maîtriser les flux migratoires et renforcer la lutte contre la criminalité transfrontalière	Taux de décroissance des infractions liées à la criminalité transfrontalière	6 068 312	6 068 312
36	155	AMELIORATION DES METHODES ET TECHNIQUES DE RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT	Intensifier la recherche et l'exploitation du renseignement	Niveau sécuritaire intérieur et extérieur de l'Etat	5 906 984	5 906 984
		CHAPITRE 13 -	MINISTERE DE LA DEFENSE		233 081 082	229 727 000
37	168	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DEFENSE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Défense	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense	38 399 186	36 289 186
38	166	RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE	Renforcer le dispositif de défense du territoire.	1. Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles des Armées au Tableau des effectifs et dotations (TED) 2. Taux de conformité des matériels des unités opérationnelles des Armées au Tableau des effectifs et Dotations (TED)	125 459 414	125 275 714
39	169	PARTICIPATION A L'ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT	Apporter un appui dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun	Taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du MINDEF	3 955 340	3 396 080
40	170	PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS	Garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement	Taux de criminalité	65 267 142	64 766 020
		CHAPITRE 14 -	MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE		4 059 000	4 059 000
41	181	CONSERVATION DE L'ART ET DE LA CULTURE CAMEROUNAIS	Reconstituer, sauvegarder et rentabiliser le patrimoine culturel et artistique	Nombre de biens culturels viabilisés économiquement rentable	336 500	336 500
42	182	RENFORCEMENT DE L'APPAREIL DE PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES CULTURELS	Renforcer la contribution des biens et services culturels dans le développement économique	Nombre de biens et services culturels offerts	870 000	870 000

43	183	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ARTS ET CULTURE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère des Arts et de la Culture	2 852 500	2 852 500
CHAPITRE 15 -		MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE			206 160 000	206 160 000
44	198	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR EDUCATION DE BASE	Assurer la mise en œuvre efficace des programmes	Taux de réalisation des objectifs des programmes opérationnels	28 295 094	28 295 094
45	196	DEVELOPPEMENT DU PRESCOLAIRE	Accroître le taux de Préscolarisation	Taux de préscolarisation	12 512 163	12 512 163
46	197	UNIVERSALISATION DU CYCLE PRIMAIRE	Améliorer l'accès et l'achèvement du cycle primaire	1. Taux d'achèvement du cycle primaire 2. Taux net d'admission au primaire	163 071 577	163 071 577
47	199	ALPHABETISATION	accroître la population alphabétisée	Taux d'alphabétisation	2 281 166	2 281 166
CHAPITRE 16 -		MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE			323 991 956	177 667 000
48	213	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes.	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère	6 564 000	6 564 000
49	211	ENCADREMENT DU MOUVEMENT SPORTIF	Améliorer l'offre d'encadrement de la pratique des Activités Physiques et Sportives (APS) par les acteurs institutionnels	Nombre d'encadreurs qualifiés d'APS pour 100 000 habitants	6 231 000	6 231 000
50	212	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES	Doter le pays d'Infrastructures Sportives Modernes	Nombre des infrastructures sportives construites et fonctionnelles	311 196 956	164 872 000
CHAPITRE 17 -		MINISTERE DE LA COMMUNICATION			8 411 000	8 411 000
51	226	AMÉLIORATION DE L'OFFRE ET DE L'ACCÈS À L'INFORMATION	Mettre à disposition à l'échelle nationale et internationale une information qualitative et quantitative	Taux d'accès des populations aux informations de masse	925 092	925 092
52	228	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR COMMUNICATION	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la communication	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINCOM	7 485 908	7 485 908

	CHAPITRE 18 -		MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		47 647 000	47 644 000
53	244	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Assurer un meilleur pilotage de l'enseignement supérieur	Taux d'exécution des programmes	34 235 775	34 232 775
54	241	DEVELOPPEMENT DE LA COMPOSANTE TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNELLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Accroître en quantité et en qualité le nombre des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur	Pourcentage des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur	9 632 654	9 632 654
55	242	MODERNISATION ET PROFESSIONNALISATION DES ETABLISSEMENTS FACULTAIRES CLASSIQUES	Donner des compétences et aptitudes professionnelles aux étudiants des établissements facultaires classiques leur permettant de trouver un emploi ou de s'auto-employer	1. Taux d'encadrement annuel des étudiants (Nombre d'étudiants/enseignants) 2. Pourcentage des étudiants des établissements facultaires classiques ayant obtenu un diplôme ou un certificat professionnel par an 3. Nombre d'étudiants pour une place assise	1 268 545	1 268 545
56	243	DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION UNIVERSITAIRES	Renforcer le système national de la recherche et de l'innovation universitaires ainsi que les transferts de technologie et Permettre à la recherche universitaire d'impacter positivement le développement du pays en vue de son émergence	Nombre et type d'innovations intégrées dans le système productif sur deux (02) ans dans les secteurs prioritaires définis dans le DSCE	2 510 026	2 510 026
	CHAPITRE 19 -		MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION		12 985 000	12 837 000
57	259	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU SOUS-SECTEUR RECHERCHE ET INNOVATION	Améliorer la coordination, le fonctionnement et la performance du sous-secteur Recherche et Innovation.	Taux de mise en œuvre du plan d'actions ministériel	3 667 833	3 667 833
58	260	DENSIFICATION DE LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ET DE L'INNOVATION	Améliorer les capacités de recherche scientifique et technologiques, et d'innovation	1. Nombre de paquets technologiques innovants utiles à la résolution des problèmes de développement 2. Nombre de coupures de cartes produites et diffusées 3. Nombre de résultats et de rapports d'études utiles à la compréhension et/ou à la réponse à une question sociale	9 317 167	9 169 167
	CHAPITRE 20 -		MINISTERE DES FINANCES		62 750 000	46 250 000

59	275	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINFI	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINFI.	Taux de réalisation des activités budgétisées au MINFI	13 999 872	12 949 872
60	271	OPTIMISATION DES RECETTES NON PETROLIERES, AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES ET PROTECTION DE L'ESPACE ECONOMIQUE NATIONAL	Améliorer le niveau de recouvrement des recettes non pétrolières, créer un cadre propice au développement des affaires et protéger l'espace économique national.	Taux de recouvrement des recettes fiscales et douanières	30 146 250	14 696 250
61	272	GESTION DE LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT ET DE LA DETTE, COMPTABILITÉ PUBLIQUE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE	Améliorer l'efficacité du Trésor public et optimiser l'utilisation des ressources mobilisées pour le financement de l'économie.	Délai de paiement	12 394 736	12 394 736
62	274	MODERNISATION DE LA GESTION BUDGETAIRE DE L'ETAT	Rationaliser l'allocation des ressources pour promouvoir une gestion budgétaire performante	Niveau de respect du calendrier budgétaire	6 209 142	6 209 142
		CHAPITRE 21 -	MINISTERE DU COMMERCE		5 936 350	5 801 000
63	286	DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits locaux, conquérir de nouveaux marchés et attirer les investissements étrangers.	Nombre de marchés extérieurs prospectés	489 085	489 085
64	287	RÉGULATION DU COMMERCE INTÉRIEUR	Structurer les circuits de distribution en vue d'assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de saine concurrence et stimuler la croissance par la consommation intérieure.	Nombre de marchés modernes et périodiques construits	2 405 900	2 405 900
65	288	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR COMMERCE	Améliorer le cadre et les conditions de travail	Nombre d'équipements acquis et d'infrastructures construites pour les services	3 041 365	2 906 015
		CHAPITRE 22 -	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		32 875 000	32 225 000
66	301	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINEPAT	Taux d'exécution annuel des programmes du MINEPAT	5 671 173	5 671 173
67	302	APPUI A LA RELANCE ÉCONOMIQUE POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE	Améliorer le taux de croissance de l'économie	Taux d'exécution du BIP	6 400 930	6 400 930

140	588	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	Améliorer le cadre de travail de l'Administration et les performances du service public	Taux de réalisation du plan d'actions du Ministère	5 869 950	5 869 950
CHAPITRE 46 -		MINISTERE DES TRANSPORTS			9 132 000	8 772 000
141	607	DEVELOPPEMENT ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE BASE	Améliorer les conditions et coûts de transport, et accroître la mobilité	Nombre d'infrastructures réhabilitées et/ou construites	4 004 221	4 004 221
142	602	AMELIORATION DU SYSTEME DE SURETE ET DE SECURITE DES DIFFERENTS MODES DE TRANSPORT ET DE METEOROLOGIE	Augmenter le niveau de sécurité et sureté des infrastructures de transport et des informations météorologiques	Nombre d'infrastructures certifiées aux normes et standards de l'OACI	1 786 609	1 786 609
143	604	DEVELOPPEMENT ET REHABILITATION DU RESEAU METEOROLOGIQUE NATIONAL	Fournir des informations météorologiques sûres et fiables de façon continue	Taux de production de l'information météorologique sur le territoire national	693 397	333 397
144	603	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR TRANSPORT	Améliorer les performances du service public et restaurer l'autorité de l'Etat	Nombre de plaintes des usagers du MINT	2 647 773	2 647 773
CHAPITRE 50 -		MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE			13 256 000	13 096 000
145	616	AMELIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ETAT	Optimiser la gestion des ressources humaines de l'Etat.	Nombre d'Administrations disposant et utilisant les outils de gestion des Ressources Humaines de l'Etat	698 762	698 762
146	617	APPROFONDISSEMENT DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	Contribuer à accroître la performance des services publics.	Niveau d'implémentation de la réforme administrative	607 150	607 150
147	618	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	Améliorer la coordination des Services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINFOPRA.	Taux de réalisation des activités budgétisées	11 950 088	11 790 088
CHAPITRE 51 -		ELECTIONS CAMEROON			9 576 000	9 576 000
148	631	COORDINATION ET PILOTAGE DES ELECTIONS AU CAMEROUN	Assurer le bon déroulement des élections au Cameroun	taux d'inscription aux élections	9 576 000	9 576 000
CHAPITRE 52 -		COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES			1 256 000	1 256 000
149	646	COORDINATION ET PILOTAGE DE LA CNDHL	Assurer le respect des droits des citoyens	Nombre d'interventions de la CNDHL	1 256 000	1 256 000
CHAPITRE 53 -		SENAT			14 975 000	14 975 000
150	716	RENFORCEMENT DU PROCESSUS LEGISLATIF	Améliorer la qualité des lois votées	Niveau de contribution au processus législatif	8 531 000	8 531 000
151	717	CONTRIBUTION A LA CONSOLIDATION DU CONTROLE PARLEMENTAIRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	Veiller au développement équilibré des Collectivités Territoriales Décentralisées	Volume global du financement public accordé aux Collectivités Territoriales Décentralisées des zones rurales	2 855 000	2 855 000

★

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE



PROJET DE LOI DE FINANCES
POUR L'EXERCICE 2016

PROJET DE PERFORMANCE DES ADMINISTRATIONS

★

CHAPITRE 36

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

★

VERSION FRANCAISE

★

SOMMAIRE

NOTE EXPLICATIVE	5
PREMIERE PARTIE:SYNTHESE DE LA STRATEGIE	7
1. PRESENTATION DES PRIORITES NATIONALES	9
2. PRESENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTERE	9
3. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES	10
3.1. BILAN TECHNIQUE	23
3.2. BILAN FINANCIER	24
3.3. PERSPECTIVES	25
4. PRESENTATION DE L'OBJECTIF STRATEGIQUE	28
5. PRESENTATION DU CADRE STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DES PROGRAMMES	28
DEUXIEME PARTIE:CONTENU DES PROGRAMMES	31
6. PROGRAMME 467: CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	35
6.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME	37
6.2. STRATÉGIE PROGRAMME	40
6.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS	41
6.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS	54
7. PROGRAMME 468: MAINTENANCE DES DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	55
7.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME	57
7.2. STRATÉGIE PROGRAMME	61
7.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS	62
7.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS	78
8. PROGRAMME 469: REALISATION DES ETUDES TECHNIQUES D'INFRASTRUCTURES	79
8.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME	81
8.2. STRATÉGIE PROGRAMME	84
8.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS	84

8.4.	PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS	95
9.	PROGRAMME 470: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES TRAVAUX PUBLICS	97
9.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	99
9.2.	STRATÉGIE PROGRAMME	101
9.3.	PRÉSENTATION DES ACTIONS	102
9.4.	PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS	110
	ANNEXE	111
	TABLEAU DE BUDGETISATION	113

PREMIERE PARTIE
SYNTHESE DE LA STRATEGIE

- de la RN3 Yaoundé-Douala dont les marchés du volet Etudes sont déjà attribués ;
- de la RN3 Bekoko - Limbé – Idenao dont l'appel d'offres pour le volet Etude est déjà lancé ;
- de la RN4 Pont d'Ebebdou - Bafoussam-Bamenda dont les études sont disponibles ;
- de la RN1 (tronçon Ngaoundéré-Garoua(non pris en compte par le PSU);
- la RN2 tronçon Yaoundé-Ebolowa (non pris en compte par le PSU);
- la RN9 tronçon Mbalmayo-Sangmélina dont le marché du volet étude est en cours de réalisation ;
- la RN5 tronçon Bekoko-Loum-Pont du Nkam-Bafang-Bandjoun dont les études sont disponibles sur le tronçon Pont du Nkam-Bafang –Bandjoun ;
- de la RN7 tronçon Edéa-Kribi ;
- de la réhabilitation de la route Bafoussam-Foumban.

En dehors des tronçons Pont d'Ebebdou-Babadjou et Babadjou-Bamenda pour lesquels les financements sont en train d'être bouclés, tous les autres projets n'ont pas encore de financement, soit un montant de 700 milliards à rechercher.

4. PRESENTATION DE L'OBJECTIF STRATEGIQUE

L'objectif stratégique assigné au MINTP par le décret n°2011/308 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement vise à «Assurer la supervision et le contrôle technique de la construction des infrastructures et des bâtiments publics ainsi que l'entretien et la protection du patrimoine routier ».

5. PRESENTATION DU CADRE STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DES PROGRAMMES

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 467

CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES						
Actions du programme		Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	BITUMAGE DU RESEAU STRUCTURANT	Augmenter le linéaire des routes bitumées du réseau structurant	Linéaire des routes bitumées structurantes	3 960	5 560	rapport d'activité / report of activity
02	CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'ART	Eliminer les points de rupture de trafic	Linéaire d'Ouvrages d'Art construits par an	542	321	rapport d'activité / report of activity
03	BITUMAGE DU RESEAU NON STRUCTURANT ET DU RESEAU RURAL	Augmenter le linéaire des routes bitumées du réseau non structurant et rural	Linéaire de routes non structurantes et rurales bitumées	1 959	2 303	Rapport d'activité / report of activity
04	OUVERTURE DES VOIES DE DESSERTE	Augmenter le linéaire des routes de desserte	Linéaire des routes de desserte construite	342	1 542	rapport d'activité / report of activity
05	CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS	Superviser la construction des bâtiments et édifices publics	% des infrastructures et édifices publics construits suivi	0	60	
06	DÉVELOPPEMENT DU RESEAU AUTOROUTIER	Développer le réseau autoroutier	Linéaire d'autoroutes construites	0	120	
07	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES	Superviser la construction des projets ferroviaires	Pourcentage du linéaire construit supervisé	0	90	
08	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET FLUVIALES	Superviser la construction des infrastructures portuaires et fluviales	Pourcentage des infrastructures portuaires et fluviales construites supervisé	0	90	

SYNTHESE DE LA STRATEGIE

PROJET DE PERFORMANCE DES ADMINISTRATIONS

09	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES AEROPORTUAIRES	Superviser la construction des infrastructures aéroportuaires	Pourcentage des infrastructures aéroportuaires construites supervisé	0	90	
10	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES	Superviser la construction des infrastructures énergétiques et environnementales	Pourcentage des infrastructures énergétiques et environnementales construites supervisé	0	90	

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 468

MAINTENANCE DES DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES

Actions du programme		Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	REHABILITATION DU RESEAU BITUME	Augmenter le linéaire des routes bitumées en bon état	Linéaire de routes bitumées réhabilitées	448	1 948	
02	REHABILITATION DU RESEAU PRINCIPAL EN TERRE	Augmenter le linéaire des routes en terre du réseau principal en bon état	Linéaire de routes principales en terre réhabilitées	345	1 149	Rapport d'activité / report of activity
03	REHABILITATION ET ENTRETIEN DES ROUTES COMMUNALES	Augmenter le linéaire des routes rurales en bon état	Linéaire de routes rurales réhabilitées	748	1 052	Rapport d'activité / report of activity
04	REHABILITATION DES OUVRAGES D'ART	Augmenter le linéaire des ouvrages d'art	Linéaire d'Ouvrages d'Art Réhabilités	260	380	Rapport d'activité / report of activity
05	ENTRETIEN DU RESEAU PRIORITAIRE	Améliorer le niveau de service du réseau prioritaire	Linéaire de routes bitumées entretenues	2 588	3 648	rapport d'activité / report of activity
06	ENTRETIEN DU RESEAU NON PRIORITAIRE	Améliorer le niveau de service du réseau non prioritaire	Linéaire de routes non prioritaires du réseau classé entretenu	195	350	Rapport d'activité / report of activity
07	PROTECTION DU PATRIMOINE ET DE L'ENVIRONNEMENT ROUTIER	Augmenter la durée de vie des routes	Nombre de stations de pesage en état de bon fonctionnement	15	28	Rapport d'activité / report of activity
08	ETUDES DE PROGRAMMATION ET SUIVI DE L'ENTRETIEN ROUTIER	Utilisation optimale des ressources	Taux d'exécution des programmes d'entretien routier	77	89	rapport d'activité / report of activity
09	MAINTENANCE DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS	Superviser la maintenance des bâtiments et édifices publics.	% des bâtiments et édifices publics réhabilités supervisés	0	60	
10	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES	Superviser la réhabilitation des infrastructures ferroviaires	% des infrastructures ferroviaires réhabilitées supervisées	0	90	
11	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET FLUVIALES	Superviser la réhabilitation des infrastructures portuaires, fluviales	% des infrastructures portuaires, fluviales réhabilitées supervisées	0	90	
12	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES AEROPORTUAIRES	Superviser la réhabilitation des infrastructures aéroportuaires	% des infrastructures énergétiques et environnementales réhabilitées supervisées	0	90	
13	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES	Superviser la réhabilitation des infrastructures énergétiques et environnementales	% des bâtiments et édifices publics réhabilités supervisés	0	90	

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 469

REALISATION DES ETUDES TECHNIQUES D'INFRASTRUCTURES

Actions du programme		Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	ETUDES TECHNIQUES ET MAITRISE D'OEUVRE AUTOROUTIERES	Mettre en place des prestations de maîtrise d'œuvre des autoroutes	% des projets de routes et d'autoroutes ayant des avenants inférieure à 20%	1	4	rapport d'activité / report of activity
02	ETUDE TECHNIQUES ET MAITRISE D'OEUVRE DES OUVRAGES D'ART	Améliorer la qualité des prestations d'études d'ouvrages d'art	% des projets d'études routières réalisés dans les délais avec des avenants inférieurs à 10%	30	70	
03	ETUDES TECHNIQUES ET MAITRISE D'ŒUVRE DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS	Améliorer la qualité des prestations de Bâtiments	% des bâtiments publics réceptionnés dans des délais	60	70	

SYNTHESE DE LA STRATEGIE

PROJET DE PERFORMANCE DES ADMINISTRATIONS

04	ETUDES TECHNIQUES DES AUTRES INFRASTRUCTURES	Améliorer la qualité des prestations des autres infrastructures	% des projets des autres infrastructures ayant des avenants inférieur à 20%	0	0	rapport d'activité / report of activity
05	ETUDE TECHNIQUE ET MAITRISE D'OEUVRE DES ROUTES	Améliorer la qualité des prestations d'études routières	% des projets d'études routières réalisés dans les délais avec des avenants inférieurs à 10%	30	70	
06	ETUDES TECHNIQUES ET MAITRISE DES INFRASTRUCTURES ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALES	Améliorer la qualité des prestations des autres infrastructures	% des projets des autres infrastructures réceptionnés avec des avenants inférieur à 10%	30	70	
07	ETUDES TECHNIQUES ET MAITRISE D'OEUVRE DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET FLUVIALES	Assurer la qualité et la fonctionnalité des installations portuaires et fluviales	Nombre d'études techniques des infrastructures portuaires réalisées	1	4	
08	ETUDES TECHNIQUES ET MAITRISE D'OEUVRE DES INFRASTRUCTURES AEROPORTUAIRES	Arrimer les aéroports aux normes internationales	Nombre d'études d'infrastructures aéroportuaires réalisées	2	5	
09	ETUDES TECHNIQUES ET MAITRISE D'OEUVRE DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES	Assurer la qualité des études et des travaux du sous-secteur ferroviaire	Nombre d'études techniques réalisées	2	5	

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 470

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES TRAVAUX PUBLICS

Actions du programme		Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	RENFORCEMENT DU SYSTEME DE PLANIFICATION ET DE PROGRAMMATION	Améliorer le taux de consommation des ressources	Taux d'engagement du budget d'investissement	91	95	Rapport d'activité / report of activity
02	AMELIORATION DE LA GESTION DES AFFAIRES PUBLIQUES ET DE LA QUALITE DES TRAVAUX	Améliorer la qualité des prestations	% des contrats routiers réceptionnés dans les délais	55	74	rapport d'activité / report of activity
03	DEVELOPPEMENT DE LA CAPACITE ET DE LA COMPETITIVITE DU SECTEUR PRIVE DU BTP	Accroître la performance des entreprises et BET du secteur du BTP	Ecart entre offre et demande en engins de génie civil	-23	-17	rapport d'activité / report of activity
04	RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	Améliorer les conditions de travail	Nombre de cadres formés pour l'exécution et/ou le suivi des études et des travaux des autres infrastructures	0	100	PV de reception / VP of reception
05	AMELIORATION DES CAPACITES DE COMMUNICATION	Mettre à la disposition du grand public les informations sur les actions entreprises au MINTP	Nombre d'émissions télévisées réalisées sur les projets routiers structurants	7	20	rapport d'activité / report of activity
06	AMELIORATION DES CAPACITES DE PILOTAGE, DE COORDINATION ET DE SUPERVISION DES PROGRAMMES	Augmenter le taux d'exécution physique des programmes opérationnels	Taux d'exécution physique des programmes opérationnel	76	90	rapport d'activité / report of activity

6. PROGRAMME 467

CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES
INFRASTRUCTURES

RESPONSABLE DU PROGRAMME

M. TCHOUMI Jean Lambert

6.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

C'est un programme traité en priorité de toutes les préoccupations relatives au bitumage des routes, à la création de nouvelles dessertes en terre notamment dans les zones frontalières et pour relier les unités administratives entre elles et enfin à la construction des ouvrages d'art et des autres infrastructures en liaison avec les ministères et autres structures concernées. Il a pour objectif d'améliorer substantiellement le taux d'accès aux infrastructures en générant une offre qui anticipe la demande. De manière spécifique, il s'agit de doubler la fraction du réseau bitumé pour 1000 habitants à l'horizon de la stratégie (0,34 km de routes bitumées pour 1000 habitants à l'horizon 2020). La densité du réseau ferroviaire devra passer à 0,10 km pour 1000 habitants tandis que la consommation d'énergie par unité de PIB devra se situer à 37%.

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 développer les infrastructures routières

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Densité du réseau routier bitumé pour 1000 habitants	%	2014	0,27	2018	0,32
2	% des grands projets de construction des autres infrastructures respectant l'itinéraire technique	%	2014		2018	70

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Densité du réseau routier bitumé pour 1000 habitants	
Objectif	développer les infrastructures routières	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	467 - CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser		
Unité de mesure	pourcentage (%)	
Mode de calcul		
Périodicité de la mesure		
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 0.27
Cible fixée à la fin du programme	Année: 2018	Valeur: 0.3199999928474426
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 0.30
	Année: 2017	Valeur: 0.31
	Année: 2018	Valeur: 0.32
3) Renseignement de l'indicateur(collecte et analyse des données)		
Source de données		
Mode de collecte des données		
Services ou organismes responsables de la collecte des données		
Vérification/ Validation des données		
Service responsable de la synthèse des données		
Service interne ou structure externe responsable des analyses		
Coût de collecte et d'analyse		
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus		
Modalités d'interprétation		
5) Commentaires		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	% des grands projets de construction des autres infrastructures respectant l'itinéraire technique	
Objectif	développer les infrastructures routières	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	467 - CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser		
Unité de mesure	pourcentage (%)	
Mode de calcul		
Périodicité de la mesure		
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: ND
Cible fixée à la fin du programme	Année: 2018	Valeur: 70.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 35
	Année: 2017	Valeur: 50
	Année: 2018	Valeur: 70
3) Renseignement de l'indicateur(collecte et analyse des données)		
Source de données		
Mode de collecte des données		
Services ou organismes responsables de la collecte des données		
Vérification/ Validation des données		
Service responsable de la synthèse des données		
Service interne ou structure externe responsable des analyses		
Coût de collecte et d'analyse		
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus		
Modalités d'interprétation		
5) Commentaires		

■ RECAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION 01:** BITUMAGE DU RESEAU STRUCTURANT
- ACTION 02:** CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'ART
- ACTION 03:** BITUMAGE DU RESEAU NON STRUCTURANT ET DU RESEAU RURAL
- ACTION 04:** OUVERTURE DES VOIES DE DESSERTE
- ACTION 05:** CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS
- ACTION 06:** DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU AUTOROUTIER
- ACTION 07:** CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES
- ACTION 08:** CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET FLUVIALES
- ACTION 09:** CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES AÉROPORTUAIRES
- ACTION 10:** CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES ÉNERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

■ 6.2. STRATÉGIE PROGRAMME

La réalisation de ces objectifs pour chacun des sous-secteurs, permettra de développer l'ossature nationale par la réalisation de grands travaux neufs et des programmes de développement.

Pour ce qui est des routes, les actions majeures porteront comme par le passé sur:

- l'extension du réseau routier bitumé à travers d'une part, le bitumage du réseau structurant en mettant l'accent sur le développement des projets visant l'accompagnement des grands projets industriels et la facilitation des échanges économiques dans la sous-région et au plan national. Ce sont notamment :
 - les axes situés autour de Kribi et visant l'accompagnement de l'exploitation du fer de Mbalam et du port en eau profonde de Kribi ;
 - Les tronçons routiers désenclavant d'importants barrages, les zones industrielles et les bassins de production agro-pastorale que sont : Lom Pangar, Mekin, Natchigal, Port en Eau profonde de Kribi, et les itinéraires du PUTAC, la construction de la P15 etc.
 - Les tronçons du corridor Nord-Sud, les réseaux transafricains, le réseau CEMAC, la Ring Road ;
 - le réseau des routes à faible trafic par des bitumages économiques et par des technologies innovantes à forte intensité de main d'oeuvre.

6.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION 01

BITUMAGE DU RESEAU STRUCTURANT

OBJECTIF 1. Augmenter le linéaire des routes bitumées du réseau structurant

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1 Linéaire des routes bitumées structurantes	km	2014	3 960	2018	5 560

ACTION 02

CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'ART

OBJECTIF 1. Eliminer les points de rupture de trafic

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1 Linéaire d'Ouvrages d'Art construits par an	m	2012	542	2015	321

ACTION 03

BITUMAGE DU RESEAU NON STRUCTURANT ET DU RESEAU RURAL

OBJECTIF 1. Augmenter le linéaire des routes bitumées du réseau non structurant et rural

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1 Linéaire de routes non structurantes et rurales bitumées	km	2014	1 959	2018	2 303

ACTION 04

OUVERTURE DES VOIES DE DESSERTE

OBJECTIF 1. Augmenter le linéaire des routes de desserte

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1 Linéaire des routes de desserte construite	km	2014	342	2018	1 542

ACTION 05**CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS****OBJECTIF 1.** Superviser la construction des bâtiments et édifices publics

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1 % des infrastructures et édifices publics construits suivi	%	2014	0	2018	60

ACTION 06**DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU AUTOROUTIER****OBJECTIF 1.** Développer le réseau autoroutier

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1 Linéaire d'autoroutes construites	km	2014	0	2018	120

ACTION 07**CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES****OBJECTIF 1.** Superviser la construction des projets ferroviaires

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1 Pourcentage du linéaire construit supervisé	%	2014	0	2018	90

ACTION 08**CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET FLUVIALES****OBJECTIF 1.** Superviser la construction des infrastructures portuaires et fluviales

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1 Pourcentage des infrastructures portuaires et fluviales construites supervisé	%	2014	0	2018	90

ACTION 09**CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES AÉROPORTUAIRES****OBJECTIF 1.** Superviser la construction des infrastructures aéroportuaires

INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
		ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1 Pourcentage des infrastructures aéroportuaires construites supervisé	%	2014	0	2018	90

ACTION 10**CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES****OBJECTIF 1.** Superviser la construction des infrastructures énergétiques et environnementales

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Pourcentage des infrastructures énergétiques et environnementales construites supervisé	%	2014	0	2018	90

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Linéaire des routes bitumées structurantes	
Objectif	Augmenter le linéaire des routes bitumées du réseau structurant	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	467 - CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	
Action concernée par l'objectif	01 - BITUMAGE DU RESEAU STRUCTURANT	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser		
Unité de mesure	kilomètre (km)	
Mode de calcul		
Périodicité de la mesure		
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 3960
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2018	Valeur: 5560.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 4760
	Année: 2017	Valeur: 5160
	Année: 2018	Valeur: 5560
3) Renseignement de l'indicateur(collecte et analyse des données)		
Source de données		
Mode de collecte des données		
Services ou organismes responsables de la collecte des données		
Vérification/ Validation des données		
Service responsable de la synthèse des données		
Service interne ou structure externe responsable des analyses		
Coût de collecte et d'analyse		
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus		
Modalités d'interprétation		
5) Commentaires		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Linéaire d'Ouvrages d'Art construits par an	
Objectif	Eliminer les points de rupture de trafic	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	467 - CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	
Action concernée par l'objectif	02 - CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'ART	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser		
Unité de mesure	mètre (m)	
Mode de calcul		
Périodicité de la mesure		
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 292
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2015	Valeur: 321.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 350
	Année: 2017	Valeur: 379
	Année: 2018	Valeur: 408
3) Renseignement de l'indicateur(collecte et analyse des données)		
Source de données		
Mode de collecte des données		
Services ou organismes responsables de la collecte des données		
Vérification/ Validation des données		
Service responsable de la synthèse des données		
Service interne ou structure externe responsable des analyses		
Coût de collecte et d'analyse		
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus		
Modalités d'interprétation		
5) Commentaires		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Linéaire des routes de desserte construite	
Objectif	Augmenter le linéaire des routes de desserte	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	467 - CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	
Action concernée par l'objectif	04 - OUVERTURE DES VOIES DE DESSERTE	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser		
Unité de mesure	kilomètre (km)	
Mode de calcul		
Périodicité de la mesure		
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 342
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2018	Valeur: 1542.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 942
	Année: 2017	Valeur: 1242
	Année: 2018	Valeur: 1542
3) Renseignement de l'indicateur(collecte et analyse des données)		
Source de données		
Mode de collecte des données		
Services ou organismes responsables de la collecte des données		
Vérification/ Validation des données		
Service responsable de la synthèse des données		
Service interne ou structure externe responsable des analyses		
Coût de collecte et d'analyse		
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus		
Modalités d'interprétation		
5) Commentaires		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	% des infrastructures et édifices publics construits suivi	
Objectif	Superviser la construction des bâtiments et édifices publics	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	467 - CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	
Action concernée par l'objectif	05 - CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser		
Unité de mesure	pourcentage (%)	
Mode de calcul		
Périodicité de la mesure		
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur:
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2018	Valeur: 60.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 30
	Année: 2017	Valeur: 40
	Année: 2018	Valeur: 60
3) Renseignement de l'indicateur(collecte et analyse des données)		
Source de données		
Mode de collecte des données		
Services ou organismes responsables de la collecte des données		
Vérification/ Validation des données		
Service responsable de la synthèse des données		
Service interne ou structure externe responsable des analyses		
Coût de collecte et d'analyse		
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus		
Modalités d'interprétation		
5) Commentaires		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Pourcentage des infrastructures énergétiques et environnementales construites supervisé	
Objectif	Superviser la construction des infrastructures énergétiques et environnementales	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	467 - CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	
Action concernée par l'objectif	10 - CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser		
Unité de mesure	pourcentage (%)	
Mode de calcul		
Périodicité de la mesure		
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur:
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2018	Valeur: 90.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 50
	Année: 2017	Valeur: 70
	Année: 2018	Valeur: 90
3) Renseignement de l'indicateur(collecte et analyse des données)		
Source de données		
Mode de collecte des données		
Services ou organismes responsables de la collecte des données		
Vérification/ Validation des données		
Service responsable de la synthèse des données		
Service interne ou structure externe responsable des analyses		
Coût de collecte et d'analyse		
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus		
Modalités d'interprétation		
5) Commentaires		

6.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS

NUMÉRO ET INTITULÉ DE L'ACTION		DEPENSES COURANTES		DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
01	BITUMAGE DU RESEAU STRUCTURANT	717 977 952	717 977 952	199 743 500 000	181 743 500 000	200 461 477 952	182 461 477 952
02	CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'ART	141 027 349	141 027 349	23 290 000 000	23 290 000 000	23 431 027 349	23 431 027 349
03	BITUMAGE DU RESEAU NON STRUCTURANT ET DU RESEAU RURAL	123 720 468	123 720 468	65 000 000 000	22 600 000 000	65 123 720 468	22 723 720 468
04	OUVERTURE DES VOIES DE DESSERTE	297 027 805	297 027 805	3 600 000 000	0	3 897 027 805	297 027 805
05	CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS	438 335 567	438 335 567	10 100 000 000	5 100 000 000	10 538 335 567	5 538 335 567
06	DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU AUTOROUTIER	0	0	59 650 000 000	59 650 000 000	59 650 000 000	59 650 000 000
07	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES	268 018 957	268 018 957	25 000 000	0	293 018 957	268 018 957
08	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET FLUVIALES	665 191 284	665 191 284	75 000 000	0	740 191 284	665 191 284
09	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES AÉROPORTUAIRES	30 441 805	30 441 805	100 000 000	0	130 441 805	30 441 805
10	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES ÉNERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES	33 335 567	33 335 567	100 000 000	100 000 000	133 335 567	133 335 567
TOTAL		2 715 076 754	2 715 076 754	361 683 500 000	292 483 500 000	364 398 576 754	295 198 576 754

ANNEXE
TABLEAU DE BUDGETISATION

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 36 - MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Secteur	8	INFRASTRUCTURES	477 547 858	403 931 000
Fonction	86	Routes & ouvrages d'art, voies urbaines, de transit et pistes	477 547 858	403 931 000
Programme	467	CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	357 498 577	295 198 577
Action	01	BITUMAGE DU RESEAU STRUCTURANT	200 461 478	182 461 478
Article	33 00 053	SOUS DIRECTION ROUTES RURALES RESEAU OUEST	3 000 000	3 000 000
Paragraphe	2319	Contreparties en dépenses réelles non réparties	3 000 000	3 000 000
Article	33 00 20	Direction Générale des Travaux d'Infrastructures	9 000	9 000
Paragraphe	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	2 000	2 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	7 000	7 000
Article	33 00 21	DIRECTION DES INVESTISSEMENTS ROUTIERS	8 134 978	8 134 978
Paragraphe	2319	Contreparties en dépenses réelles non réparties	7 443 500	7 443 500
	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	17 000	17 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	8 500	8 500
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 500	3 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	10 000	10 000
	6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	3 000	3 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	5 000	5 000
	6220	Salaire brut du personnel sous statut particulier de la fonction publique	624 478	624 478
	6268	Primes pour travaux spéciaux	20 000	20 000
Article	33 00 71	SOUS DIRECTION DES TRAVAUX NEUFS	17 500	17 500
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	3 500	3 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	7 000	7 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	7 000	7 000
Article	45 11 05	Delegation Departementale des Travaux Publics Nanga-Ebogo/Surveillance Reseau et Construction	14 000 000	6 000 000
Paragraphe	2250	Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries	14 000 000	6 000 000
Article	45 14 20	Delegation Departementale des Travaux Publics Douala/Surveillance Reseau et Construction	1 600 000	1 600 000
Paragraphe	2250	Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries	300 000	300 000
	2319	Contreparties en dépenses réelles non réparties	1 300 000	1 300 000
Article	45 18 05	Delegation Departementale des Travaux Publics Sangmelima /Surveillance Reseau et Construction	1 200 000	1 200 000
Paragraphe	2319	Contreparties en dépenses réelles non réparties	1 200 000	1 200 000
Article	45 18 10	Delegation Departementale des Travaux Publics Ebolowa /Surveillance Reseau et Construction	17 000 000	7 000 000
Paragraphe	2250	Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries	17 000 000	7 000 000
Article	45 19 20	Delegation Departementale des Travaux Publics Manfe /Surveillance Reseau et Construction	2 000 000	2 000 000
Paragraphe	2319	Contreparties en dépenses réelles non réparties	2 000 000	2 000 000
Article	96 00 00	Plan d'urgence triennal	97 000 000	97 000 000
Paragraphe	2250	Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries	97 000 000	97 000 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 36 - MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
Article 98 00 00	FINEX	10 000 000	10 000 000
Paragraphe 2250	Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries	10 000 000	10 000 000
Article 98 11 10	FINANCEMENT EXTERIEUR POUR LA REGION DU CENTRE	5 000 000	5 000 000
Paragraphe 2250	Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries	5 000 000	5 000 000
Article 98 14 10	FINANCEMENT EXTERIEUR POUR LA REGION DE LITTORAL	10 000 000	10 000 000
Paragraphe 2250	Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries	10 000 000	10 000 000
Article 98 17 10	FINANCEMENT EXTERIEUR POUR LA REGION DE L'OUEST	4 500 000	4 500 000
Paragraphe 2250	Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries	4 500 000	4 500 000
Article 98 18 05	FINEX: Délégation Départementale Travaux Publics de Sangmelima	17 000 000	17 000 000
Paragraphe 2250	Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries	17 000 000	17 000 000
Article 98 19 10	FINANCEMENT EXTERIEUR POUR LA REGION DU SUD OUEST	10 000 000	10 000 000
Paragraphe 2250	Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries	10 000 000	10 000 000
Action 02	CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'ART	23 431 027	23 431 027
Article 33 00 091	CELLULE DE LA GESTION ET DE LA SURVEILLANCE DES OUVRAGES D'ARTS	8 050	8 050
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 100	2 100
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 800	2 800
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	3 150	3 150
Article 33 00 093	DIVISION DES OUVRAGES D'ARTS	38 500	38 500
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	3 500	3 500
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	3 500	3 500
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 500	3 500
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	10 000	10 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	3 000	3 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	5 000	5 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	10 000	10 000
Article 33 00 21	DIRECTION DES INVESTISSEMENTS ROUTIERS	94 477	94 477
Paragraphe 6220	Salaire brut du personnel sous statut particulier de la fonction publique	94 477	94 477
Article 45 11 45	Délégation Départementale des Travaux Publics Akonolinga/Surveillance Réseau et Construction	90 000	90 000
Paragraphe 2251	Construction, aménagement, rénovation des ouvrages d'art	90 000	90 000
Article 45 16 15	Délégation Départementale des Travaux Publics Nkambe/Surveillance Réseau et Construction	200 000	200 000
Paragraphe 2251	Construction, aménagement, rénovation des ouvrages d'art	200 000	200 000
Article 98 11 10	FINANCEMENT EXTERIEUR POUR LA REGION DU CENTRE	3 000 000	3 000 000
Paragraphe 2251	Construction, aménagement, rénovation des ouvrages d'art	3 000 000	3 000 000
Article 98 14 10	FINANCEMENT EXTERIEUR POUR LA REGION DE LITTORAL	20 000 000	20 000 000
Paragraphe 2251	Construction, aménagement, rénovation des ouvrages d'art	20 000 000	20 000 000
Action 03	BITUMAGE DU RESEAU NON STRUCTURANT ET DU RESEAU RURAL	62 023 720	22 723 720
Article 22 00 21	Cabinet du Ministre des Travaux Publics	6 400 000	6 400 000
Paragraphe 2250	Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries	6 400 000	6 400 000

BUDGET 2006**BUDGET 2006****SECTION : 21****MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES***En Milliers de F CFA***Titre 2 : Dépenses ordinaires**

Crédits de Paiement

		Budget 2005		Budget 2006		Variation 2006 / 2005 des	
		Autorisations	Crédits de	Autorisations	Crédits de	En	En
Pourcentage		d'Engagement	Paiement	d'Engagement	Paiement	Valeur	
711 3605 41	Direction departementale des Infrastructures de Biankouma	864	864	864	864	0	0,0%
711 3605 78	Direction Departementale des Infrastructures de Dabou	2 390	2 390	5 010	5 010	2 620	109,6%
711 3606 17	Direction Departementale des Infrastructures de Sakassou	864	864	864	864	0	0,0%
711 3606 41	Direction departementale des Infrastructures de Duekoue	2 390	2 390	2 990	2 990	600	25,1%
711 3606 71	Direction Departementale des Infrastructures de Beoumi	1 440	1 440	1 440	1 440	0	0,0%
711 3607 41	Direction departementale des Infrastructures de Bangolo	1 434	1 434	1 434	1 434	0	0,0%
711 4101 01	Direction de la solde - Gestion du personnel du Ministere d'Etat charge des Infrastructures	2 126 313	2 126 313	1 968 605	1 968 605	-157 708	-7,4%
711 4501 01	DAAF - Gestion des depenses centralisees	787 000	787 000	776 990	776 990	-10 010	-1,3%
711 4601 01	Direction du Patrimoine - Gestion des depenses centralisees	570 246	570 246	471 579	471 579	-98 667	-17,3%
711 5901 01	Convention BNETD	130 484	130 484	130 484	130 484	0	0,0%
712	Développement général des infrastructures	150 000	150 000	150 000	150 000	0	0,0%
712 5501 01	Convention ETAT-LBTP/programme d'auscultation des infrastructures	150 000	150 000	150 000	150 000	0	0,0%
731	Administration générale de l'hydraulique	32 442	32 442	32 482	32 482	40	0,1%
731 2503 01	Direction de l' Hydraulique Humaine	7 710	7 710	7 750	7 750	40	0,5%
731 2601 01	Service Informatique (DHH)	3 505	3 505	3 505	3 505	0	0,0%
731 3501 11	Direction Territoriale d'Hydraulique de Yamoussoukro	2 399	2 399	2 399	2 399	0	0,0%

BUDGET 2006

SECTION : 21 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES

02-août-06

En Milliers de F CFA

Titre 3 : Dépenses d'investissement

		Budget 2005		Budget 2006		Variation 2006 / 2005 des	
						Crédits de Paiement	
		Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	En Valeur	En Pourcentage
772 9701 78	Rehabilitation des Ponts FHB et G1 de Gaulle	100 000	100 000	265 000	265 000	165 000	165,0%
	<i>Trésor</i>	<i>100 000</i>	<i>100 000</i>	<i>265 000</i>	<i>265 000</i>	<i>165 000</i>	<i>165,0%</i>
	<i>Don</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
	<i>Emprunt</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
772 9702 14	Amenagement Route Akoupé-Kotobi-Bongouanou/Dimbokro-Toumodi	0	0	323 000	323 000	323 000	-
	<i>Trésor</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>323 000</i>	<i>323 000</i>	<i>323 000</i>	<i>-</i>
	<i>Don</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
	<i>Emprunt</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
772 9703 55	CI-PAST Rehabilitation du terre plein du Port Autonome de San Pedro	3 879 000	3 879 000	0	0	-3 879 000	-100,0%
	<i>Trésor</i>	<i>3 879 000</i>	<i>3 879 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-3 879 000</i>	<i>-100,0%</i>
	<i>Don</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
	<i>Emprunt</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
772 9704 78	Rehabilitation de la Voie Abobo-Anyama	1 000 000	1 000 000	1 333 108	1 333 108	333 108	33,3%
	<i>Trésor</i>	<i>1 000 000</i>	<i>1 000 000</i>	<i>1 333 108</i>	<i>1 333 108</i>	<i>333 108</i>	<i>33,3%</i>
	<i>Don</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
	<i>Emprunt</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
772 9704 94	Renforcement de la route Abidjan - Akoupe	5 549 300	5 549 300	8 101 122	8 101 122	2 551 822	46,0%
	<i>Trésor</i>	<i>1 555 000</i>	<i>1 555 000</i>	<i>3 101 122</i>	<i>3 101 122</i>	<i>1 546 122</i>	<i>99,4%</i>
	<i>Don</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-</i>
	<i>Emprunt</i>	<i>3 994 300</i>	<i>3 994 300</i>	<i>5 000 000</i>	<i>5 000 000</i>	<i>1 005 700</i>	<i>25,2%</i>